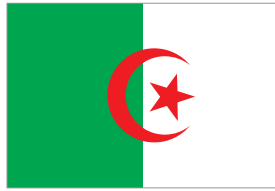


**Actes de la 10^{ème} réunion des ministres de
l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche des
pays membres du CIHEAM**

Alger, le 6 février 2014

**Proceedings of the 10th meeting
of the Ministers of Agriculture, Food and Fisheries
of CIHEAM's member countries**

Algiers, 6th February 2014



Ministère de l'Agriculture et du développement rural, Algérie
Ministry for Agriculture and Rural development, Algeria



Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes
International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies

**Actes de la 10^{ème} réunion des ministres
de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM**

Alger, le 6 février 2014

**Proceedings of the 10th meeting
of the Ministers of Agriculture, Food and Fisheries
of CIHEAM's member countries**

Algiers, 6th February 2014

SOMMAIRE / SUMMARY

PROGRAMME	9
PREFACE / FOREWORD	13/15
SESSION INAUGURALE / OPENING SESSION	
Abdelwahab NOURI Ministre de l'Agriculture et du développement rural	19
Adel EL-BELTAGY President of CIHEAM Chair of the International Dryland Development Commission	25
José Graziano DA SILVA Director General of the Food and Agriculture Organization of the United Nations	31
INTRODUCTION DU SECRETAIRE GENERAL DU CIHEAM / INTRODUCTION BY THE SECRETARY GENERAL OF CIHEAM	
Cosimo LACIRIGNOLA Secrétaire général par intérim	37
INTERVENTIONS DES MINISTRES OU CHEFS DE DELEGATION / ADDRESSES BY THE MINISTERS OR HEADS OF DELEGATION¹	
EGYPTE / EGYPT	
Ayman ABOU HADID Ministère de l'Agriculture et de la Reconstitution des terres	45
ESPAGNE / SPAIN	
Miguel ARIAS CAÑETE Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement	49
FRANCE / FRANCE	
Stéphane LE FOLL Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt	55

¹ Les actes de cette réunion reprennent l'ordre de passage observé durant la manifestation elle-même.
The proceedings of the meeting resumed the order crossing observed during the event itself.

GRECE / GREECE

Dimitris MELAS

59

Secretary General for Agricultural Policy and International Relations
Ministry of Rural Development and Food

ITALIE / ITALY

Felice ASSENZA

63

Director General of European and Internal Policies
Ministry of Agricultural Policies, Fisheries and Forestry

LIBAN / LEBANON

Mouïñ HAMZE

67

Secrétaire général du Centre National de la Recherche Scientifique
Délégué du Liban au Conseil d'Administration du CIHEAM

MALTE / MALTA

Roderick GALDES

71

Parliamentary Secretary for Agriculture, Fisheries and Animal Rights
Ministry for Sustainable Development, the Environment and Climate Change

MAROC / MOROCCO

Aziz AKHANNOUCH

75

Ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime

PORTUGAL

Nuno VIEIRA E BRITO

79

Secretary of State for Food and Agrifood Research

TUNISIE / TUNISIA

Mohamed Aziz DARGHOUTH

83

Chef de délégation. Président de l'IRESA
Délégué de la Tunisie au Conseil d'Administration du CIHEAM

TURQUIE / TURKEY

Mehmet Mehdi EKER

87

Minister for Food, Agriculture and Livestock

ALBANIE / ALBANIA

Jani BABI

93

Deputy Minister for Agriculture, Rural Development and Water Management

**INTERVENTIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES /
ADRESSES BY INTERNATIONAL ORGANISATIONS**

COMMISSION EUROPEENNE / EUROPEAN COMMISSION

Jerzy Bogdan PLEWA **99**
Directeur général / Agriculture et développement rural

OCDE / OECD

Dimitris DIAKOSAVVAS **103**
Senior Economist – Trade and Agriculture Directorate

**CONCLUSIONS DU SEMINAIRE INTERNATIONAL /
CONCLUSIONS OF THE INTERNATIONAL SEMINAR** **109/115**

RECOMMANDATIONS / RECOMMENDATIONS **123/135**

LISTE DES PARTICIPANTS / LIST OF THE PARTICIPANTS **147**

PROGRAMME

09:00 - 09:30 SESSION INAUGURALE / INAUGURAL SESSION

Introduction par le Ministre de l'Agriculture et du développement rural d'Algérie, le Président du CIHEAM et le Directeur général de la FAO

Introduction by the Minister for Agriculture and Rural Development of Algeria, the President of CIHEAM and the Director General of FAO

09:30 – 09:45 PAUSE CAFÉ / COFFEE BREAK

Echanges rapides des ministres avec les médias

Brief exchanges with media for the Ministers

09:45 – 10:00 INTRODUCTION

Introduction par le Secrétaire général du CIHEAM

Introduction by the Secretary General of CIHEAM

10:00 - 13:30 ALLOCUTIONS DES MINISTRES / STATEMENTS BY MINISTERS

13:30 - 14:00 ALLOCUTIONS DES REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES / STATEMENTS BY INTERNATIONAL ORGANISATIONS REPRESENTATIVES

14:00 - 15:00 DEJEUNER / LUNCH

15:00 - 15:15 CONCLUSIONS DU SEMINAIRE INTERNATIONAL / CONCLUSIONS OF THE INTERNATIONAL SEMINAR

15:15 - 15:30 ADOPTION DE LA RECOMMANDATION DE LA PRESIDENCE / ADOPTION OF THE PRESIDENCY'S RECOMMENDATION

15:30 - 16:30 CONFERENCE DE PRESSE / PRESS CONFERENCE

16:30 – 18:30 ECHANGES INFORMELS ENTRE DÉLEGATIONS ET REUNIONS BILATERALES / INFORMAL EXCHANGES BETWEEN DELEGATIONS AND BILATERAL MEETINGS



**Actes de la 10^{ème} réunion des ministres
de l'Agriculture, de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM
Alger, le 6 février 2014**

**Proceedings of the 10th meeting of the Ministers
of Agriculture, Food and Fisheries
CIHEAM's member countries
Algiers, 6th February 2014**



PREFACE

A l'invitation et sous la présidence de S.E. Monsieur Abdelwahab Nouri, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural de la République algérienne démocratique et populaire, et en présence de plusieurs hauts représentants des Organisations internationales et régionales, les ministres de l'Agriculture des 13 États membres du CIHEAM, ou leurs représentants, se sont réunis à Alger, le 6 février 2014.

La publication des Actes de cette 10^{ème} rencontre donne l'opportunité de découvrir, à travers les discours prononcés par les différents ministres, les politiques agricoles et rurales, ainsi que les stratégies déployées dans leur pays en matière de sécurité alimentaire. Ces Actes permettent également de présenter leurs propositions pour favoriser le dialogue et les synergies entre les Etats membres du CIHEAM. La présence du directeur général de la FAO a également donné une dimension supplémentaire à la qualité des échanges lors de cette réunion.

Dans le prolongement des travaux déjà entamées à Malte en 2012, cette 10^{ème} conférence ministérielle à Alger s'est organisée autour du sujet « *La sécurité alimentaire durable en Méditerranée : quelle situation et quelles perspectives ?* ».

La rencontre d'Alger a notamment abordé les thèmes de la production agricole, de la préservation des ressources naturelles et de la qualité des aliments. La lutte contre le gaspillage alimentaire, la croissance verte mais aussi la croissance inclusive pour les espaces ruraux ont été également abordées, sans oublier les coopérations multilatérales à mettre en œuvre en matière de développement agricole, alimentaire et rural dans la région méditerranéenne.

Dans leur déclaration finale, adoptée à l'issue de cette réunion, les ministres ont adressé des recommandations aux pays méditerranéens, aux organisations internationales qui opèrent dans l'espace méditerranéen et au CIHEAM, en reconnaissant les efforts déployés ces dernières années par notre Organisation et en exprimant leur volonté de renforcer sa capacités et donc de soutenir durablement son action.

Le présent volume propose aussi de prendre connaissance des recommandations établies par les experts mobilisés à la veille de la réunion ministérielle dans le cadre d'un séminaire technique portant sur le développement des territoires ruraux en Méditerranée.

Ces rencontres constructives entre les Ministres des 13 Etats membres du CIHEAM ont démarré en 1999 à Rome et se sont poursuivies à Rabat en 2000, Athènes en 2001, Beyrouth en 2002, Paris en 2004, Le Caire en 2006, Saragosse en 2008, Istanbul en 2010 et La Valette en 2012. La réunion à Alger fut donc la dixième réunion multilatérale de ce type en l'espace de quinze ans, soit une illustration forte de la volonté de ces pays

méditerranéens de placer les thèmes de l'agriculture, de l'alimentation et du développement rural au cœur de leurs coopérations dans la région. La prochaine réunion est d'ores et déjà prévue à Lisbonne en septembre 2015 à l'invitation des autorités portugaises, puis ce seront respectivement l'Albanie et la Tunisie qui prévoient d'accueillir une ministérielle du CIHEAM.

Le CIHEAM, à travers ces réunions ministérielles souhaite ainsi promouvoir la diplomatie agricole, alimentaire et rurale dans une région où les enjeux sont tels qu'ils nécessitent des réponses concertées et si possible collectives. Le futur de la Méditerranée dépend plus que jamais de la capacité de ses pays riverains à travailler ensemble pour réduire les incertitudes et proposer des solutions communes pour construire une région plus solidaire.

Cosimo LACIRIGNOLA
Secrétaire général

FOREWORD

At the invitation and under the presidency of H.E. Abdelwahab Nouri, Minister of Agriculture and Rural Development of the People's Democratic Republic of Algeria, in the presence of the representatives of international and regional organizations, the Ministers of Agriculture of the 13 CIHEAM's member states, or their delegates, met in Algiers on 6th February 2014.

The publication of the Proceedings of this 10th ministerial meeting gives the opportunity to gain information about agricultural and rural policies, through the speeches delivered by the ministers, and about the strategies adopted in their countries in the field of food security.

These proceedings report their proposals which intend to promote dialogue and synergy between CIHEAM's member states. The participation of the FAO Director General assigned an additional value to the exchange of views which took place during this meeting.

In line with the topic discussed during the meeting in Malta in 2012, the 10th Ministerial Conference of Algiers was about "Sustainable food security in the Mediterranean basin: state of the art and future challenges".

Algiers meeting was notably focused on agricultural production, preservation of natural resources and food quality. The fight against food waste, green growth and also the inclusive growth of rural areas were tackled as well along with multilateral cooperation in the field of agricultural, food and rural development in the Mediterranean area.

In the final declaration, the ministers delivered recommendations to the Mediterranean countries, to international organizations working in the Mediterranean area, and to CIHEAM; they recognized the efforts made by our organization over the last years and expressed their will to strengthen its capacities and to further support its actions.

The present volume also proposes the recommendations formulated by the experts involved in the technical workshop held on the eve of the ministerial meeting on the development of rural areas in the Mediterranean.

These constructive meetings between the Ministers of the 13 CIHEAM's member states were launched in Rome in 1999, and continued in Rabat (2000), Athens (2001), Beirut (2002), Paris (2004), Cairo (2006), Zaragoza (2008), Istanbul (2010) and Valletta (2012). The event in Algiers was the tenth multilateral meeting in fifteen years thereby bearing testimony to the strong will of Mediterranean countries to give agriculture, food and rural development centre stage in the framework of regional cooperation. Next meeting will be held in Lisbon in September 2015 at the invitation of the Portuguese authorities; in the future, the CIHEAM Ministerial meeting will take place in Albania and Tunisia.

Through these ministerial meetings, CIHEAM intends to promote agricultural, food and rural diplomacy in the Mediterranean region where challenges necessitate concerted and joint responses. The future of the Mediterranean area depends more than ever on the ability of Mediterranean countries to work cooperatively in order to reduce uncertainties and to propose common solutions to build a more inclusive region.

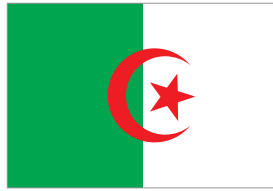
Cosimo LACIRIGNOLA
Secretary General

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

Session inaugurale

Opening session



ALGERIE / ALGERIA

Abdelwahab NOURI

Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural

*Messieurs les Ministres et chers collègues,
Mesdames et Messieurs les chefs de délégations,
Monsieur José Graziano da Silva, Directeur Général de l'Organisation des Nations Unies
pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO),
Monsieur le Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe,
Monsieur Adel El-Beltagy, Président du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques
Méditerranéennes (CIHEAM),
Monsieur le Secrétaire Général par intérim du Centre International des Hautes Etudes
Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM),
Excellences Messieurs les Ambassadeurs et représentants des organisations régionales,
Mesdames et Messieurs les députés,
Mesdames et Messieurs les représentants de la presse nationale et étrangère,
Honorable assistance,
Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi tout d'abord de souhaiter la bienvenue à nos distingués invités ; Ministres, Chefs de délégations, Représentants des Organisations Internationales et Régionales qui nous ont honorés de leur présence et ont bien voulu participer aux travaux de cette rencontre, à laquelle je souhaite plein succès.

Rehaussée par la présence de Monsieur José Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO, cette 10^{ème} réunion des Ministres de l'Agriculture des Etats Membres, qui s'inscrit dans le cadre des rencontres périodiques organisées par le CIHEAM, aura sans doute un impact particulier, puisqu'elle va traiter d'un sujet éminemment important, à savoir la sécurité alimentaire, qui intéresse directement des millions de citoyens de notre région.

C'est une question également qui nous préoccupe en premier lieu, en tant que Ministres de l'Agriculture, chargés d'apporter des solutions durables et des réponses concrètes aux attentes de nos populations.

Honorable assistance, Mesdames et Messieurs,

Je saisis également cette occasion pour rappeler ici, le travail remarquable qu'accomplissent, depuis un demi-siècle, les femmes et les hommes qui dirigent le CIHEAM, et à leur tête Monsieur Adel El-Beltagy, Président du Centre, et son secrétaire Général par intérim. Par leurs efforts, ils ont permis à cette institution de contribuer avec efficacité à la promotion de la recherche, de la formation et de la coopération entre nos pays dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement des territoires ruraux. Elle est devenue ainsi, une institution de référence, dont les travaux pertinents concourent à une compréhension plus fine des grandes questions qui se posent à notre région dans divers domaines.

Qu'ils sachent que nous apprécions leurs efforts à leur juste valeur et qu'ils en soient vivement remerciés.

Aussi, n'est-il pas opportun d'évaluer en toute objectivité, les résultats obtenus par cette institution, dans le cadre des missions qui lui sont assignées et le rôle qu'elle a joué depuis sa création, pour étudier ensemble, les possibilités de lui confier de nouvelles missions adaptées au contexte actuel de la mondialisation, telle celle qui porte sur le suivi des marchés internationaux, notamment à travers le système d'information « AMIS » et « AMIS Méditerranée », au regard de l'instabilité des marchés, de la volatilité des prix et de la spéculation sur les produits alimentaires qui constituent une source d'inquiétude pour nous tous ?

Cette question a fait l'objet d'une analyse approfondie à l'occasion de la réunion des Ministres de l'agriculture du dialogue des 5+5 ; tenue à Alger le 27 Novembre 2013, que j'ai eu le plaisir de coprésider avec Monsieur Stéphane Le Foll, Ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt de la République Française.

Honorable assistance, Mesdames et Messieurs,

Nul n'ignore que la Mer Méditerranée a été et demeure, le berceau de civilisations millénaires et un ciment pour les peuples et les Etats de la région unis par l'histoire et les cultures.

Bien que différenciés par la géographie des territoires, les appréhensions différentes dans le domaine de la sécurité alimentaire, s'expriment dans une problématique qui se pose, en des termes différents d'une rive à l'autre de la Méditerranée, en raison des disparités de développement économique et social qui existent entre elles, des réalités agro-écologiques qui y prévalent et des politiques que les Etats mettent en œuvre.

En effet, c'est parler, d'une part, des puissances agricoles appartenant à un espace géoéconomique fortement intégré, où la question cruciale de la disponibilité des produits agricoles et alimentaires ne se pose plus depuis des décennies et, d'autre part, de pays qui, à quelques rares exceptions, contribuent de manière très marginale à la globalisation des échanges agricoles, possèdent une agriculture aux performances

généralement faibles et sont fortement soumis aux aléas climatiques, le plus souvent défavorables (sécheresse et désertification) et au manque de financement, qui les rendent dépendants des marchés internationaux pour approvisionner leurs populations en produits alimentaires de base.

Il est vrai que la dépendance que connaissent ces pays, notamment pour les importations nettes de céréales, de lait, d'oléagineux et de sucre, est aggravée, comme on le sait, par des hausses récurrentes des cours mondiaux de ces produits, qui grèvent sérieusement leurs budgets, pour nourrir une population marquée par une démographie de plus en plus importante et de plus en plus exigeante face aux changements des modèles de consommation. De même que cette situation, constitue également un handicap pour toute perspective de développement économique et social de ces pays.

Dans ce cadre, il est reconnu que la diète méditerranéenne, constitue, à ne point douter, un patrimoine commun aux pays de la région, qui pourra servir de rempart contre toute forme de gaspillage des produits alimentaires, au moment où malheureusement de nombreuses régions de la planète souffrent de faim et de la malnutrition.

Dans ce contexte, garantir à nos populations, une alimentation saine, en qualité et quantité suffisante, se présente donc comme une priorité, tant l'acte de se nourrir est tout aussi universel que vital.

Honorable assistance, Mesdames et Messieurs,

Nous sommes pleinement conscients que les bases d'une sécurité alimentaire durable résident dans le développement de l'agriculture et d'une manière générale des territoires ruraux. En conséquence, le secteur agricole joue un rôle fondamental dans les équilibres économiques, sociaux et territoriaux, de l'ensemble des pays, secteur qu'il faudra développer dans un cadre concerté entre tous les acteurs.

Je suis, pour ma part convaincu, que les expériences que nous avons capitalisé nous renforcent dans notre volonté de mettre en place une véritable politique de développement agricole, basée sur un partenariat mutuellement avantageux ; qui tienne compte à la fois des impératifs de protection de l'environnement, de la préservation des ressources naturelles et des contraintes structurelles et conjoncturelles propres à chaque pays, pour apporter communément des réponses probantes aux menaces réelles, que véhiculent les conséquences de l'insécurité alimentaire.

Honorable assistance, Mesdames et Messieurs,

En Algérie, nous considérons que la sécurité alimentaire est un élément important de notre souveraineté nationale ; c'est un objectif que nous poursuivons et un défi que nous ambitionnons de relever.

En effet, le secteur de l'agriculture en Algérie est considéré comme une priorité nationale pour laquelle, l'Etat a mobilisé tous les moyens nécessaires pour assurer un développement harmonieux de l'ensemble des filières.

Dans cette perspective, le pays a mis en place un plan national de développement agricole et rural ambitieux, visant la consolidation de la sécurité alimentaire et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales ainsi que le renforcement de leur pouvoir d'achat. Ce programme s'articule notamment autour des points suivants :

- la réalisation de milliers de logements au profit des populations rurales ;
- le raccordement des populations à l'énergie électrique, au gaz naturel, à l'eau potable et à l'assainissement ;
- la réalisation d'établissements scolaires et de santé publique dans les villages les plus reculés ;
- l'extension des réseaux d'électrification aux exploitations agricoles ;
- l'ouverture des pistes agricoles pour désenclaver les populations pour leur permettre la mise en valeur et l'exploitation de leurs terres ;
- la mobilisation des ressources en eau pour l'agriculture ;
- l'introduction des systèmes d'irrigation économeurs d'eau ;
- l'extension des superficies irrigables.

La mise en œuvre de ces actions a été renforcée :

- par la mise en place d'un système de financement de l'agriculture à travers des crédits à taux d'intérêts bonifiés, adaptés aux différents besoins, qu'ils soient de campagne ou d'investissement ;
- par les facilitations des différents dispositifs de soutien qui ont permis de relancer l'investissement dans l'agriculture ;
- ainsi que l'assistance technique, la formation et la vulgarisation adaptées aux besoins du monde agricole et du monde rural en général.

Tous ces programmes de développement visent à réunir les conditions d'une relance de l'agriculture d'une manière générale et de l'agriculture familiale en particulier d'autant que la FAO, a consacré, l'année 2014, comme étant l'Année de l'Agriculture familiale, suivi par une décision prise lors du 22^{ème} Sommet des Chefs d'Etats et de Gouvernement de l'Union Africaine, tenu le 30 janvier 2014 à Addis-Abeba, déclarant l'année 2014, Année de l'Agriculture africaine.

Mesdames et Messieurs, Honorable assistance,

L'Algérie, comme vous le savez, a franchi de grandes étapes dans la consolidation du développement durable grâce à la bonne gouvernance impulsée par son excellence le Président de la République, Monsieur Abdelaziz Bouteflika, à travers les programmes de développement qui font l'objet d'un suivi permanent.

Les résultats obtenus démontrent la pertinence de cette stratégie, comme l'illustrent la réhabilitation de l'activité agricole et la création de multiples créneaux d'investissements pour la promotion d'une agriculture productive et moderne. Ce sont, ces avancements, qui nous encourageant à poursuivre les efforts consentis afin de les consolider et les rendre irréversibles.

La concrétisation des actions évoquées, a permis à l'Algérie de produire plus de 70% de ses besoins en produits agricoles, résultat qu'il faut obligatoirement améliorer pour asseoir en priorité la sécurité alimentaire du pays ; cette ambition est confortée par un taux de croissance moyen annuel de 14% en volume de la production agricole.

Ces résultats ont permis également à l'Algérie d'atteindre avant terme, le premier objectif inscrit parmi les huit objectifs du Millénaire pour le Développement à savoir « Réduire l'extrême pauvreté et la faim » et qui constitue le principal sujet de préoccupation mondiale pour la FAO.

Honorable assistance, Mesdames et Messieurs,

Il n'échappe à personne que la lutte contre la faim et la malnutrition et d'une façon générale, l'insécurité alimentaire, concerne de nombreuses régions à travers le monde.

Cette situation nous impose à coordonner nos efforts dans une coopération mutuellement avantageuse pour relever ce défi planétaire, en priorité par l'amélioration de la production agricole dans son ensemble.

Il est utile de rappeler que la Déclaration universelle des droits de l'homme ainsi que les traités et accords internationaux, ont consacré le droit à l'alimentation comme un droit fondamental de l'homme. Aussi la communauté internationale est plus que jamais interpellée, à mettre tout en œuvre, pour assurer l'alimentation nécessaire en qualité et quantité suffisante à l'ensemble de l'humanité, car nous considérons que la prolifération de la faim et de la malnutrition est une atteinte à la dignité de la personne humaine.

Ce qui est réconfortant pour le moment, c'est sans doute cette prise de conscience collective de la communauté internationale d'agir ensemble et rapidement pour une meilleure prise en charge du problème de l'insécurité alimentaire.

C'est pour cette raison, que nous tenons à souligner le rôle que joue la FAO et son directeur général, Monsieur José Graziano da Silva et les efforts déployés dans l'action de lutte contre la pauvreté et la malnutrition à travers le monde.

Il s'agira d'accompagner cette institution internationale pour consolider ces acquis par une mobilisation de l'ensemble des acteurs au niveau tant national que régional.

C'est ainsi que l'Algérie, fidèle à ses principes de solidarité et d'entraide, n'a épargné aucun effort, pour venir en aide à certains pays amis, en participant à l'allègement de leur endettement qui a lourdement pesé sur leur capacité à assurer leur sécurité alimentaire.

Ce sont là quelques idées que j'ai tenu à partager avec vous à l'occasion de cette rencontre qui revêt pour nous tous un intérêt tout à fait particulier.

Avant de terminer cette allocution, je tiens à réitérer la bienvenue à nos invités, pour leur participation à cette importante rencontre dont j'espère, que les recommandations et les décisions seront à la hauteur de nos ambitions communes et légitimes.

Je vous remercie pour votre aimable attention.



Adel EL-BELTAGY

President of the Governing Board
Chair of the International Dryland Development Commission

*Excellences,
Distinguished Delegates,
Ladies and Gentlemen,*

On behalf of CIHEAM, I would like to welcome all the Ministers, the DG of FAO, Ambassadors, Delegates, Media representatives and all the Delegations gathered in this meeting. Your presence with us is a strong testimony of your commitment to CIHEAM.

I would like to thank the Algerian Government for their warm hospitality and for organizing this meeting and especially thank the Hon. Abdelwahab Nouri, Minister for Agriculture and Rural Development of Algeria for hosting today the 10th ministerial meeting of CIHEAM.

The history of CIHEAM is linked to that of Europe and the Mediterranean Basin. It has progressively and patiently emerged within dynamic political, social and economic contexts.

As an intergovernmental organisation composed of 13 Mediterranean States we have a diplomatic and legal basis that is unique in the region. The founding treaty of CIHEAM was in fact the precursor of a vision of Euro-Mediterranean cooperation.

The process of enlargement of our Organization to include countries to the South and East of the Mediterranean, initiated in the 1980's, confirmed the pioneering spirit of our founders who wished to construct partnerships between the shores of the Mediterranean.

As transmitter of knowledge, CIHEAM has enabled those who put value into building ties all around the Mediterranean to enter into a relationship of exchanges and cooperation.

Since the creation of CIHEAM, about 10 000 students have followed long-term courses (Master of Science).

Close to 20 000 people have received professional specialized training (short courses).

About 7 000 lectures have been invited and involved in our education system.

I have the pleasure to inform you that in the Law presented by the French Minister of Agriculture, Mr Stéphane Le Foll, and voted last month, a clear mention enables CIHEAM to deliver French diplomas to the future managers of agriculture, agroindustry and rural development of the Mediterranean. This recognition in France is a real progress for the accreditation of Ciheam's diplomas, after the ones obtained in Albania, Egypt, Lebanon, Turkey and Spain.

Today, this meeting in Algiers is the 10th ministerial meeting, the first having been initiated in 1999 in Rome at the invitation of the Italian authorities. I would like here to thank Paolo De Castro who was then the Minister of Agriculture in Italy and the initiator of the ministerial meeting in the framework of CIHEAM.

It is noteworthy that in the last two decades World Food Summits organized by FAO (1996, 2002 and 2009) have always emphasized the importance of enhancing sustainable agricultural development for alleviating poverty and livelihood of rural communities. The World Bank has expounded upon these issues in its World Development Report 2008.

CIHEAM continues to uphold the firm belief that agriculture, food, fisheries and the sustainable development of rural communities constitute the foundation of Mediterranean cooperation.

Building on its 13 member states and its 5 geographical sites (Bari, Chania, Montpellier, Paris and Zaragoza), CIHEAM maintains and develops constant Mediterranean dialogue while associating all national and international experts who share this task for collective action.

Beyond its core mission of cooperation based on specialized education, training and high-level research, CIHEAM also contributes to enrich and facilitate the political debate on agricultural issues by managing directly development programmes and organizing regional debates. The biannual meeting of the ministers of agriculture of our 13 member states represents major contribution to that goal.

CIHEAM should continue to explore avenues of cooperation with international and regional organization that are active in the Mediterranean:

- the European Institutions and especially the Commission with the DG for Agriculture, the DG Research and DG Development and Cooperation, and the Parliament with its Commission for Agriculture;
- the Centers of Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) coordinated by ICARDA;
- FAO and other UN Institutions. Though CIHEAM has maintained institutional links with FAO since 1977;

- the World Bank;
- the Arab Organization for Agricultural Development (AOAD);
- the International Fund for Agricultural Development (IFAD);
- the Global fora for agricultural research (GFAR) and the regional fora for agricultural research in the Arab region like the Association of Agricultural Research Institutions in the Near-East and North Africa (AARINENA);
- several national institutions in our member countries.

Over the years, CIHEAM has been associated with international scientific events and to major political fora. We will be actively present in Milan for the Universal Exposition 2015 entitled "Feeding the Planet. Energy for Life".

Excellencies, Ladies and gentlemen,

Agriculture and food, more than ever, have become central themes in the world strategic agenda. The World is at the start of a new agricultural era, in which boosting yields and reducing food losses will be essential to feeding 9 to 10 billion people in 2050.

Closer global cooperation can support food production and food security. This is particularly true in the Mediterranean Area where the different social, economic, political, and demographic dynamics and interdependences are shaping the challenges.

The Mediterranean region is regarded as a major barometer of international relations, constantly maintaining its dynamic strategic position throughout its history. Political, social, economical and institutional transitions are taking place toward a new state of transformation.

These transitions could not be dissociated from the demographic and out migration realities and dynamics the Mediterranean is facing. About 500 million people live in European Union and about 280 in the Mediterranean Arab Countries and Turkey.

The population of the Southern and Eastern Mediterranean Countries will increase by some 25% to 370 million in 2030, 275 million being in North Africa (Morocco to Egypt) alone, after it was 100 million in 1980 and 200 million in 2010.

Up to 2013, around 7.7 million of the total foreigners living in the European Union come from Southern and Eastern Mediterranean countries so a total of around 20% of the foreigners living in Europe.

In addition it is also important to underline that up to 2011, there is around 140 000 illegal border crossings to the European Union, 130 000 coming from Mediterranean routes so more than 85%. This represents a doubling of the numbers of 2010.

In Europe, the population will increase only very slowly, by less than 2% over the entire period until 2030. There will be 40% more people who are older than 65 years compared to 2010.

Europe has a need for qualified migrants and hence there is some complementarity between the needs of the European Union for work forces and the availability of people of working age in the Southern and Eastern Mediterranean Countries.

This complementarity could make migration beneficial for both sides, and if it were recognized, then it could improve the public perception of migration and make it more acceptable.

The winds of change at global and regional levels had its impact on the Mediterranean region. The food crises, financial tsunami, energy crunch, and the threats of climate change demand our joint effort and is highly needed to readjust and adapt. Science and Technology can go a long way towards that goal.

A knowledge based dynamic economy will be our ultimate goal. Furthermore, enhancing human resource capabilities will be a major element for strengthening cooperation and resilience in the Mediterranean.

CIHEAM as 52 year old institution has been navigating through environment that is marked by constant flux. CIHEAM has to seriously reposition itself to meet the growing challenges of the 21st century. A brainstorming exercise to reposition CIHEAM will help us to construct a strategic framework and governance modalities.

A clear niche for CIHEAM activities, considering alternative providers, based on a need driven participatory approach will help to enhance effectiveness and recognition. Such prospects do not only mean identifying priorities but it also will allow CIHEAM contribute to a long-term vision of Mediterranean cooperation and integration.

Excellences, Ladies and Gentlemen,

The stakes are known. Agriculture is definitely a part of the determining sectors for the future of the Mediterranean and for enhancing regional integration. It is now, necessary to face, without fear, the challenges of the present to construct the best future that we all wish for. Closed sea and open land, I must reemphasise that the Mediterranean interface can only exist if it can maintain imaginative and concrete vision in the long term, a vision at the heart of which lay knowledge sharing, education and a win-win cooperation.

Let us recall that several World Food Summits and the ones dedicated to Sustainable Development and Environment (for example: Rio+20, Johannesburg, Copenhagen, Cancun, etc.).

As mentioned in L'Aquila Joint Statement on Global Food Security on July 2009: "Food security is closely connected with economic growth and social progress as well as with

political stability and peace. The food security agenda should focus on agriculture and rural development by promoting sustainable production, productivity and rural economic growth. In this respect, we welcome the commitments made by countries represented at L'Aquila towards a goal of mobilizing \$20 billion over three years through this coordinated, comprehensive strategy focused on sustainable agriculture development”.

The World hope and aspiration to achieve food security and sustainable management of natural resources has been emphasized. The political will to translate this aspiration to action is painfully lacking.

Excellencies, Ladies and Gentlemen,

In order to fulfill the aspiration of an integrated Mediterranean, with the prime objective that its people enjoy peace and prosperity, we need to foster a culture of parity and equality in our cooperative endeavours.

By your good will, you can enrich and enhance the work of CIHEAM to fulfil its noble action for a peaceful and prosperous Mediterranean Area.

Thank you all very much.



FAO

José Graziano DA SILVA

Director General

*President of the CIHEAM,
Ministers,
Ladies and Gentlemen,*

It is an honour to join you in this beautiful city of Algiers for the 10th Meeting of the Ministers of Agriculture of the member countries of CIHEAM. The collaboration between the Centre and FAO goes as far back as 1977. We have worked together in the fields of organic farming, irrigation modernization, plant diseases, plant genetic resources, animal production and health in dry areas, fisheries and aquaculture, and forestry.

FAO values this partnership and looks forward to strengthening it. We must work together to overcome the enormous challenges to food security and sustainability that Near Eastern and North African Mediterranean countries are facing.

The issues are well known:

- a fragile natural resources base, especially land and water;
- heavy reliance on rain fed agriculture;
- a population that has more than tripled over the past forty years;
- rapid urbanization fuelled by a lack of rural jobs, particularly for youth;
- high dependence on food imports;
- the double burden of malnutrition: under nutrition and obesity, a growing concern especially among children.

On this last point, let me take this opportunity to invite you and your Governments to the Second International Conference on Nutrition that FAO and the World Health Organization will co-organize, in Rome, in mid-November. I also wish to highlight the intrinsic relationship between peace and stability and food security; and between hunger and conflict. There is no security without food security. And in a globalized world, it is impossible to assure food security in one country alone.

Ladies and Gentlemen,

The degree of cooperation among the countries of the Region has increased significantly in the last years, with collaborative strategies addressing food and water security, the reduction of food losses and waste and the responses to climate change, just to mention a few of them. FAO is ready and willing to offer a bigger contribution to these efforts.

We are concluding a major transformational process that is making us more results oriented, more attentive and responsive to the needs of our Members, more open to working with partners and with a clear focus on five strategic objectives. They are:

- first, eradicate hunger;
- second, make agriculture, forestry and fisheries more productive and sustainable;
- third, reduce rural poverty;
- fourth, make food systems more inclusive; and,
- fifth, increase resilience of livelihoods.

These strategic objectives are linked to the regional and national levels, so that our actions are aligned to respond to the concrete needs that each region and country has identified.

We have identified three regional initiatives that are of specific interest to us today. These initiatives address some of the main challenges identified by governments and will be presented at the 32nd Near East Regional Conference of FAO, to be held in Rome from 24 to 28 February.

I would like to invite all of you to participate in this event. Your presence will be very important as the Regional Conference plays a key role in the elaboration of our program of work in the region. But, for now, let me briefly mention the three regional initiatives for the Near East region.

First, we have the Regional Initiative on Water Scarcity. Its focus is to improve agricultural water productivity for food security through a comprehensive set of interventions at policy, governance and best practice level.

Second, we have the Regional Initiative on Small-scale Agriculture and Inclusive Rural Development. Its main goal is to reduce rural poverty, by promoting tools and actions such as social protection, youth employment and strengthening professional organizations.

And, the third regional initiative is Building Resilience to Enhance Food Security and Nutrition for the Near East and North Africa.

Most of the CIHEAM countries have already embarked on national programs to address food security challenges, and have revised agricultural development strategies to take into account the role of smallholder farmers – examples include Morocco's Plan Maroc Vert and Algeria's Agricultural and Rural Renewal Programme.

Ladies and Gentlemen,

I would also like to point out that 2014 has been declared the International Year of Family Farming by the United Nations, and the African Year of Agriculture and Food Security by the African Union.

This dual celebration gives us an opportunity to support a sector that plays a key role in ensuring national food security around the world.

Family farmers already are the main food producers in most countries and they can do even more with the right kind of support.

I should note that FAO recently hosted, in Tunis, a regional dialogue on family farming with a focus on the role of women and on the risks related to climate change. Dialogue participants agreed that there is a need to put in place policies and programs that:

- first, facilitate farmers' access to credit and investment resources;
- second, provide them with insurance against bad weather conditions and other calamities;
- third, provide them with secure access to land, preferably through titling;
- fourth, help increase farmers' share in value added production; and,
- fifth, improve the quality of research and extension services and adapt them to the particular conditions of small family farmers.

To end, I want to reaffirm that FAO is willing to work with its Members in the Near East and North Africa, and partner with organizations such as CIHEAM, to support family farming and to achieve your wider food security and sustainable agricultural development goals. You can always count on us. I wish you a productive and successful meeting.

Thank you for your attention.

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

Introduction du Secrétaire général du CIHEAM

Introduction by the Secretary General of CIHEAM



Cosimo LACIRIGNOLA
Secrétaire général par intérim

*Messieurs les Ministres,
Messieurs les Directeurs généraux,
Excellences,
Aimables délégués,
Mesdames et Messieurs,*

J'ai la chance de pouvoir m'exprimer après l'allocution brillante et chaleureuse du Ministre algérien, S. E. Abdelwahab Nouri, après celle du Directeur général de la FAO et après celle du Président du CIHEAM, et avant vous, Messieurs les Ministres.

C'est la tradition de ces rencontres de faire parler le Secrétaire général du CIHEAM à ce moment de la ministérielle. J'ai cette chance et je vais donc la saisir.

En vous disant d'abord et avant tout que le Ciheam vous appartient ! C'est votre maison commune !

Notre objectif est de répondre à vos besoins. Mais aussi de répondre aux besoins exprimés par les agriculteurs et les ruraux.

Messieurs les Ministres, Excellences,

Je tiens à souligner que nous vivons aujourd'hui la 10^{ème} ministérielle du CIHEAM en quinze ans !

Dix rencontres de ce niveau depuis 1999, c'est un bilan remarquable pour le dialogue multilatéral en Méditerranée.

Je voudrais vous donner quelques exemples d'activités menées par le CIHEAM suite à vos recommandations issues des rencontres ministérielles :

- vous avez préconisé la mobilité des chercheurs et l'insertion internationale des appareils de recherche de vos pays. Nous l'avons favorisé, grâce au soutien de l'Union européenne, avec des programmes comme ARIMNET, FORESTERRA, MED-SPRING et ERANET-MED qui actuellement rassemblent les agences de recherche européennes et méditerranéennes. Ce sont des plates-formes scientifiques, techniques et transnationales ;
- vous nous avez demandé de mettre en place une plate-forme régionale sur l'agriculture biologique. Nous l'avons fait avec le réseau MOAN depuis 10 ans, en associant les cadres de vos ministères ;
- vous avez souhaité un rapport régional sur les dynamiques agricoles, alimentaires et rurales : vous l'avez avec Mediterra, dont la dernière édition vous est ici présentée ;
- vous avez voulu positionner les questions agricoles et rurales au cœur de l'agenda politique euro-méditerranéen. Nous y avons contribué, avec, par exemple, la récente initiative ENPARD de la Commission européenne en faveur du développement agricole et rurale à laquelle nous apportons un appui ;
- vous avez aussi plaidé pour la mise en place d'un réseau régional sur le suivi des marchés agricoles céréaliers. C'est fait : nous venons de lancer le réseau MED-AMIN le mois dernier à Paris ;
- vous nous aviez aussi interpellés sur l'enjeu de la diète méditerranéenne et les produits de qualité dans la région. Le CIHEAM s'est mobilisé dans ce sens pour accompagner les démarches de l'Espagne, de la Grèce, de l'Italie et du Maroc et obtenir en 2010 l'inscription de la diète méditerranéenne au patrimoine immatériel de l'Humanité à l'Unesco ;

Je ne vais pas poursuivre cette liste mais je tenais à vous montrer que le CIHEAM est à la fois réactif et productif en termes de formation, de recherche et de coopération.

Messieurs les Ministres, Excellences,

Nous serons donc particulièrement attentifs aux recommandations de cette 10^{ème} rencontre pour poursuivre notre action et en développer de nouvelles.

Je tiens à remercier le Directeur général de la FAO, qui nous fait l'honneur d'être parmi nous aujourd'hui. Nous avons une coopération historique depuis 1977 avec la FAO et, depuis, de nombreuses activités ont été faites ensemble.

Je tiens aussi à exprimer mes plus vifs remerciements à l'Union européenne, Commission et Parlement, pour tout le soutien et l'aide apportée au CIHEAM, que ce soit avec les programmes de recherche ou ceux tournés vers l'assistance technique et le développement.

Bien entendu, je dois également remercier toutes les organisations internationales et régionales avec lesquelles nous travaillons sur des projets en Méditerranée. Leurs présences aujourd'hui témoignent de l'intérêt qu'elles portent au développement des pays méditerranéens et de leur attachement au CIHEAM.

Nous espérons au CIHEAM renforcer nos liens et notre partenariat avec l'UE, la FAO et toutes ces organisations.

Mon appel est donc le suivant : travaillons davantage ensemble pour pouvoir mieux répondre aux enjeux de la région méditerranéenne.

Messieurs les Ministres, Excellences,

Le CIHEAM est la preuve quotidienne que des solidarités méditerranéennes existent et se développent dans le temps.

Avec des femmes et des hommes, expérimentés ou plus jeunes, issus des quatre coins de notre région, voire même de plus loin, qui font la vie du CIHEAM.

Une vie qui repose sur des fondamentaux : le dialogue, la tolérance, l'écoute, le partage, la mobilité, le goût des autres.

Et je serai tenté de dire, le goût de l'effort et de la persévérance !

De la persévérance, il en faut beaucoup dans cette région méditerranéenne. Rien n'y est simple, rien n'y est acquis. Tout change en permanence. L'actualité y est foisonnante, parfois tumultueuse et il est essentiel d'y avoir un cap.

Le CIHEAM dispose de ce cap, qui fait sa force depuis des décennies, celui de voir reconnaître et exister une agriculture et des territoires ruraux méditerranéens, cap qui le pousse continuellement à trouver des solutions, à faire des propositions et à inventer des outils pour faire avancer des convictions, des idées et des projets.

J'aime à dire que nous faisons à la fois du dialogue interculturel, de la diplomatie scientifique et de l'aide à la décision.

Après tout.....avec

- nos 400 étudiants en Master, issus de vos pays, qui chaque année viennent suivre nos formations ;
- nos 1000 stagiaires qui se spécialisent en courte durée ;
- nos programmes de recherche en partenariat avec vos organismes nationaux ;

- nos publications qui sont collectives et variés ;
- nos projets d'assistance technique dans vos pays, qui participent au développement de territoires ;
- ou nos forums de coopération de haut-niveau avec vous ou vos représentants.

Qui ne serait pas motivé à travailler pour cette belle Organisation dont le cœur de métiers est si noble ?

Le CIHEAM travaille actuellement avec près de 600 institutions, organismes, agences et instituts dans 50 pays de la planète, à travers 90 projets de recherche et de coopération.

C'est la détermination, la disponibilité et la complémentarité des agents du CIHEAM qui rendent ces actions possibles.

Et permettez-moi ici de saluer les 13 délégués du Conseil d'administration du CIHEAM qui vous représentent et qui nous aident dans notre mission.

Messieurs les Ministres, Excellences,

Notre expertise est résolument tournée vers le développement durable et les enjeux de l'agriculture, de la sécurité alimentaire et des territoires ruraux.

Ce champ d'expertise et de compétence, vaste, est aussi en évolution constante.

Le CIHEAM, c'est également une réalité physique. Avec ses 5 sièges géographiques (Bari, Chania, Montpellier, Paris et Saragosse). Et nous espérons que d'autres sites pourront être envisagés dans un futur proche dans les pays qui le souhaiteraient.

Le CIHEAM, c'est aussi un capital humain formidable. Le réseau des anciens étudiants peut s'estimer à 30 000 personnes environ depuis sa création en 1962. Cet héritage représente un capital formidable pour le CIHEAM pour mener sa mission.

Ainsi donc, le CIHEAM avance depuis plus d'un demi-siècle. Plus récemment, nous avons adapté nos activités au nouveau contexte politique et financier.

Être en mouvement, savoir comprendre les attentes, anticiper les changements et continuer à oser : c'est notre devoir, c'est notre état d'esprit !

Messieurs les Ministres, Excellences,

L'agriculture et l'alimentation façonnent depuis toujours l'identité et les sociétés de la Méditerranée.

Je souhaiterais vous inviter à réfléchir sur une autre dimension essentielle de la sécurité alimentaire et de la coopération régionale : le gaspillage.

Nous parlons beaucoup du gaspillage des ressources naturelles, l'eau et la terre, dans notre région méditerranéenne. Il faut assurément poursuivre nos projets visant à ménager ces ressources rares et donc apprendre à les économiser

Nous parlons aussi de plus en plus de la lutte contre les pertes après récoltes et durant les phases de consommation des produits agricoles. C'est vrai, le gaspillage alimentaire est intolérable à l'heure où le fléau de la faim n'a pas disparu de la surface du globe.

Mais nous devons aussi lutter contre un autre type de gaspillage : le gaspillage des connaissances, des compétences et des expériences. Il faut veiller à ne pas dilapider ce qui fonctionne, ce qui existe et ce qui se produit.

Cette lutte contre le gaspillage de la connaissance signifie, pour le dire autrement, aider les jeunes à mettre leurs savoirs à disposition des pays et des décideurs. Messieurs les Ministres, c'est votre aspiration d'aider les jeunes de la Méditerranée et c'est notre mission au CIHEAM de les former en fonction de vos besoins. Ne gaspillons pas le futur de la Méditerranée !

Messieurs les Ministres, Excellences,

Je vous prie

- d'avoir conscience des forces et des atouts du CIHEAM ;
- de préserver cet instrument de coopération unique dans la région, qui œuvre en faveur du multilatéralisme et de la paix dans un espace que tant d'autres décrivent comme trop divisé et trop chaotique.

Le CIHEAM, c'est un laboratoire de paix et de dialogue en Méditerranée. Dans nos Instituts, les tensions et les divisions n'existent pas.

Nous sommes tous Méditerranéens de cœur et par conviction.

Il existe des solidarités, des mécanismes de dialogue, de la confiance et de la volonté d'agir ensemble dans cette Méditerranée que nous aimons tant.

Votre rencontre et l'action du CIHEAM montrent que ces solidarités sont bien réelles.

Je vous remercie, au nom de tous les collègues du CIHEAM, pour la confiance que vous nous accordez et pour les moyens que vous nous donnez pour poursuivre notre mission de coopération.

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

Interventions des Ministres ou Chefs de délégation

Addresses by the Ministers or Heads of Delegation



EGYPTE / EGYPT

Ayman ABOU HADID

Minister for Agriculture and Land Reclamation

*Brother Dr Abdulwahab Nouri, Minister of Agriculture and Rural Development in Algeria,
Dr Adel El-Beltagy, President of the International Centre for Advanced Mediterranean
Agronomic Studies (CIHEAM),
His Excellency Dr Graziano da Silva, Director General of the Food and Agriculture
Organization of the United Nations,
Your Excellencies the Ministers,
Gentlemen representatives of international organizations and bodies,
Gentlemen heads of delegations and delegation members,
Ladies and Gentlemen,*

It gives me great pleasure to extend my grateful thanks to the government of the People's Democratic Republic of Algeria for inviting us here to the tenth ministerial meeting of CIHEAM, hosted by the Ministry of Agriculture and Rural Development in Algeria. I would also like to take this opportunity to extend my great and sincere thanks, on behalf of the Egyptian government, to our Algerian brothers, for their stance in support of the Egyptian people on June 30, 2013 and their support for Egypt's Map of the Future – and this is not the first time, they have shown us this support.

The theme of this meeting is informed by the regional and global challenges to food security being faced in all of our countries. These challenges demand that concerted efforts be coordinated between CIHEAM member states, with all members cooperating fruitfully in order to face the many obstacles and problems which the fields of sustainable agricultural development and food security present us with.

I am sure that encouraging cooperation between us will act as a catalyst for the real boom in agricultural production we all hope for, so as to meet the needs of our people and support our agricultural export development programmes, both on a regional and on a global level. It is worth mentioning that between us we possess a great many of the specialised components and the expertise qualifying us to achieve this goal.

This ministerial meeting calls on us all to establish joint programmes and joint projects to achieve sustainable agricultural development, and to contribute effectively to the realisation of food security. Everything related to increasing the agricultural productivity of our main crops must be our top priority, and must remain at the very forefront of our policies and our actions. All of this is taking place in the context of the availability of water and land resources: our region is witnessing issues related to water scarcity and desertification that require us to develop and put in place a whole new vision, making use of research and modern technologies in order to work on addressing these problems.

Since taking on my responsibilities at the head of the agricultural sector in Egypt, I have taken a keen interest in encouraging investment in agriculture and food production, in providing new opportunities in all fields of agriculture, and in activating rural development programmes, including agrotourism. This has all been with the aim of stimulating a process of economic empowerment in the Egyptian countryside, because of the malnutrition and poverty suffered there. I have also endeavoured to expand agricultural marketing and industrialization projects – which have raised the added value of agricultural products and generated income for families in rural areas – and programmes to reduce the pre- and post-harvest waste of our agricultural products, which was at over 20 % of the total agricultural output.

These programmes will also contribute to creating new jobs, and will help to overcome the problem of unemployment.

The Ministry of Agriculture and Land Reclamation has undertaken the preparation of agricultural development strategies up to 2030, and has also put in place its National Programmes up to 2017, which include the following key themes:

- increasing agricultural productivity and benefitting from the application of research and modern technologies, in light of the resources available, and working on the application of the contractual farming system;
- confronting storage and transport quality issues, and reducing agricultural product wastage by setting up grain silos;
- investing in the field of animal and poultry production and aquaculture (fish farming);
- investing in agricultural manufacturing projects, and establishing agro-industrial complexes, in order to increase added value and create export opportunities.

I hope we can all agree that Sustainable Rural Development, given the conditions imposed on us by climate change – whether at the regional or the international level – requires that we all approach the following points from a future-centric point of view:

- unconventional solutions to diversify agricultural crops, increasing agricultural productivity and achieving food security;

- optimal use of water and land resources and renewable energy;
- capacity building, integrating the application of research and modern technologies in raising productivity per unit of land, and the development of field irrigation to conserve water;
- triggering a boom in agricultural marketing systems, so as to improve farming incomes and solve the problem of monopolies and price protection on behalf of the consumer;
- developing agricultural industrialization programmes and projects.

Ladies and Gentlemen, Egypt has a history of agriculture going back to ancient times, and has excellent relations with the countries of the Mediterranean, and all of us here can cooperate and work together for a better future of agriculture and food production.

I would like to confirm that the Ministry of Agriculture will continue to make efforts to realise agricultural development and achieve food security.

It is a matter of utmost urgency and necessity for all us here to adjust the course of our work in CIHEAM so as to meet our needs, by contributing to finding the solutions to the obstacles that we face in rural development in the countries of the southern Mediterranean.

I recommend that a survey be initiated to identify centres of excellence in the different fields of agricultural research in the South Mediterranean, and map their links to the programmes of the CIHEAM institutes, in addition to identifying the strategic priorities for the countries of the South.

We must plan for participatory cooperation in research activities and studies, so as to serve our development priorities through integrated work between CIHEAM, national agricultural research centres, and advanced postgraduate research in the South. This could lead to the establishment of the fifth institute for desert cultivation, which Egypt had previously offered to host, and I am hereby renewing that offer.

In conclusion I would to thank the government of Algeria and His Excellency Dr. Abdulwahab Nouri, Minister of Agriculture and Rural Development in Algeria, and all those who helped organise this meeting. I would also like express my gratitude for the warm reception and hospitality we have been shown here.

I looking forward to seeing you all again for our next meeting, which is to be held at the Library of Alexandria in April 2014, in which we will amend the conditions of CIHEAM, so as to work out together exactly what its strategic goals are, in order to serve our countries.



ESPAGNE / SPAIN

Miguel ARIAS CAÑETE

Ministre de l'Agriculture, de l'Alimentation et de l'Environnement

*Monsieur le Ministre Nouri,
Monsieur le Président du CIHEAM,
Messieurs les Ministres,
Monsieur le Secrétaire général,
Mesdames et Messieurs,*

C'est un honneur pour moi de participer à cette dixième réunion des Ministres de l'Agriculture des pays membres du Centre International de Hautes Études Agronomiques Méditerranéennes.

Une institution qui a contribué, contribue et doit continuer de contribuer à donner un élan à la coopération entre les peuples des rives de la Méditerranée en matière d'agriculture, pêche, alimentation et développement rural.

Et j'ajoute la pêche, parce qu'elle est, sans aucun doute, l'une des composantes clé du régime méditerranéen.

Régime parmi les plus sains au monde, nous avons le devoir de le préserver et le diffuser en tant que patrimoine universel de cette mer, berceau de notre civilisation.

Le sujet abordé dans cette réunion est, en quelque sorte, la suite de celui qui nous a occupés en 2012 à Malte.

Nous avons alors débattu la « sécurité alimentaire et les prix dans les pays méditerranéens ». Aujourd'hui nous abordons la sécurité alimentaire dans sa dimension durable. En d'autres mots, comment assurer l'approvisionnement alimentaire utilisant raisonnablement les ressources disponibles, et les préservant pour les générations à venir.

Il y a déjà longtemps, à Montpellier en 1979, le professeur Malassis appela « système alimentaire » l'ensemble d'interactions qui permettent de faire passer les aliments de la production jusqu'à la consommation.

Au jour d'aujourd'hui, cette notion de système alimentaire a été consacrée en tant que sujet de la gestion politique de l'alimentation, et nous savons que son niveau de sécurité est équivalent à celui d'une chaîne soumise à maintes tensions.

Bien récemment, la volatilité des prix a provoqué des inquiétudes par rapport à la sécurité, aussi bien de l'approvisionnement que de la production.

Depuis 2008 de nombreuses mesures ont été adoptées, visant à éviter des situations qui, du fait de la mondialisation, nous affectent tous, avec plus ou moins d'intensité. C'est sur ces mesures, tout particulièrement celles dont l'acteur est l'OMC ou la FAO, qu'il convient d'insister.

Mais la chaîne, le système alimentaire de mon pays n'est pas soumis à cette seule et unique tension.

La chaîne alimentaire espagnole a une structure particulière, des déséquilibres particuliers qu'il est nécessaire de corriger pour assurer sa durabilité et la sécurité alimentaire en découlant.

L'une de ces particularités, probablement commune à beaucoup des pays ici présents, est la différence de taille, et donc de pouvoir de négociation, des acteurs concernés.

Taille très grande en fin de chaîne : la distribution ; plus réduite au niveau des petites et moyennes industries agroalimentaires ; et encore plus réduite au niveau des exploitations agricoles, individuelles ou encore intégrées en coopératives, aux dimensions limitées.

Cette asymétrie est un facteur clé de la faiblesse des revenus perçus par les exploitants agricoles, ce qui à son tour décourage les jeunes qui voudraient exercer cette profession et met en danger l'avenir des exploitations agricoles. Ce qui veut dire mettre en danger l'approvisionnement en matières premières qui valorisent la production agricole espagnole, aussi bien dans le marché intérieur qu'à l'international.

Pour pallier à cette situation, le gouvernement espagnol a adopté des initiatives de taille ; concrètement, deux lois essentielles.

L'une liée à l'amélioration du fonctionnement de la chaîne alimentaire, afin d'augmenter la transparence et l'équilibre des rapports commerciaux, et éviter les pratiques anticoncurrentielles, qui faussent les marchés et portent dommage à la compétitivité.

On peut citer notamment, dans cette loi, la mise en œuvre de procédures de résolution de conflits entre les parties ; l'identification de comportements abusifs, pour lesquels des sanctions sont prévues ; et la mise sur pied d'un code de bonnes pratiques, afin d'améliorer les rapports entre différents opérateurs.

Enfin, la création de l'Observatoire de la Chaîne Alimentaire et de l'Agence d'Information et Contrôle Alimentaire, avec à leur charge des tâches clé qui doivent garantir une application efficace de la Loi.

De plus, pour gagner en taille et pouvoir de négociation, nous avons adopté une Loi de promotion de l'intégration des coopératives, généralement locales ou provinciales, dans des structures coopératives à l'échelon national.

Ces structures, comme dans le reste de l'Europe, peuvent obtenir de fortes marges économiques dans leurs rapports avec fournisseurs et clients, et donc de meilleurs revenus pour leurs associés.

Elles permettent aussi d'avancer dans la chaîne alimentaire, aborder l'industrialisation de leurs produits ou leur exportation, avec la valeur ajoutée en découlant. Ce qui, aujourd'hui, est difficile, étant données leurs dimensions réduites et le manque d'organisation et de concentration de l'offre.

Mais la sécurité exige aussi une utilisation rationnelle des ressources disponibles – eau, terre, travail, capital – et d'éviter le gaspillage.

Notre système agroalimentaire, notre chaîne, souffre d'insécurité si les maillons qui la configurent ne sont pas tous à la hauteur des possibilités techniques disponibles.

C'est un fait avéré et universel ; mais l'Espagne est un pays sec, où la production d'aliments exige de forts investissements publics et privés, qu'il est nécessaire de rentabiliser du point de vue économique et environnemental.

D'après les calculs de la Commission Européenne, 1,3 milliards de tonnes d'aliments (un tiers de la production) sont perdus dans le monde, desquels 89 millions correspondent à l'UE et 8 millions à l'Espagne.

C'est la raison pour laquelle nous avons lancé la stratégie « plus d'aliments, moins de gaspillage », destinée à réduire les pertes tout au long de la chaîne alimentaire. Sa mise en marche exige la collaboration de la société et, tout particulièrement, de toutes les composantes de la chaîne alimentaire, afin d'améliorer l'efficacité des processus.

Voilà l'objectif des recommandations et accords volontaires d'autorégulation qui ont, jusqu'à présent, récolté de bons résultats.

Dans l'avenir proche, pour l'Espagne, nos efforts se concentrent sur l'amélioration du fonctionnement du système agroalimentaire, dans tous ses aspects, avec une attention toute particulière pour l'agriculture bio, secteur dans lequel nous sommes le premier producteur de l'UE (*deux fois la surface du suivant et cinquième au monde*), mais sans l'opposer à la conventionnelle.

Nous nous efforçons aussi de promouvoir le développement rural, non seulement en améliorant les secteurs primaires, mais aussi le secteur industriel, et celui de la diversification d'activités dans le monde rural.

À l'échelon régional, nous sommes d'avis qu'il faut promouvoir un plus grand échange d'expériences, afin de réduire l'insécurité alimentaire.

L'Espagne a de l'expertise à transférer dans de nombreux aspects.

Aussi bien en ce qui concerne la production en environnement méditerranéen, à l'aide de l'irrigation ou des systèmes d'assurances agraires, ou à l'aide du stockage, tout particulièrement des céréales, avec des réseaux de silos en fonctionnement dans notre pays depuis plus de 40 ans.

Nous avons aussi une expertise avérée dans les réseaux d'alerte sanitaire, aussi bien pour la production végétale qu'animale, qui peuvent aider à éviter des pertes de production.

Il est nécessaire cependant de mettre sur pied des structures pour que ce transfert intersectoriel puisse se produire de façon systématique, comme nous le faisons déjà avec certains membres de l'Union Européenne (la France, le Portugal, l'Italie).

À cet égard, la collaboration du CIHEAM serait particulièrement utile, et je voudrais consacrer quelques minutes à son avenir. J'ai eu l'occasion de lire les remarques que le Secrétaire Général a présentées au Conseil le 19 et 20 décembre. Et j'en souscris le contenu.

Il nous faut renforcer la coopération, honorant les principes fondateurs ; parce qu'aujourd'hui, comme hier, les questions qui nous interpellent font partie des défis stratégiques mondiaux.

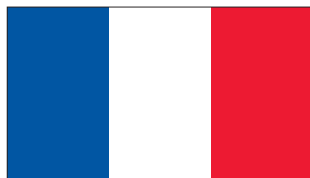
Mais nous devons le faire en changeant de style, nous adaptant à une nouvelle époque et aux moyens à notre disposition. Et aux nouveaux besoins qui puissent surgir chez d'autres acteurs par rapport au CIHEAM.

Notamment, quatre aspects abordés dans le rapport me semblent essentiels :

- le rapprochement avec Bruxelles, à travers un accord de coopération déléguée ;
- la collaboration avec la FAO, jusqu'à arriver à un accord tripartite UE-FAO-CIHEAM, définissant un agenda méditerranéen stratégique permanent, synergique et complémentaire ;
- le progrès dans le Statut d'état membre associé pour les pays membres qui n'appartiennent pas à l'organisation ;
- et la solidarité financière, à laquelle mon pays ne renonce pas, malgré les difficultés que nous traversons, au nom de la durabilité de l'institution.

Je conclue en vous remerciant de votre attention et souhaitant que nos bonnes intentions deviennent des réalités tangibles, inspirées dans les efforts déployés par qui, il y a déjà 52 ans, ont voulu créer cette institution.

Merci.



FRANCE

Stéphane LE FOLL

Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

*Messieurs les Ministres,
Monsieur le Directeur Général de la FAO,
Monsieur le Commissaire européen,
Messieurs le Président et le Secrétaire général du CIHEAM,
Mesdames et Messieurs,*

C'est avec un grand plaisir que je participe à cette réunion ministérielle qui me donne l'occasion de revoir nombre de mes collègues de l'Est et du Sud de la Méditerranée.

Je tiens à adresser mes remerciements à Monsieur Abdelwahad Nouri pour l'accueil qu'il nous a réservé. Je remercie également l'équipe du CIHEAM et son secrétariat général M. Cosimo LACIRIGNOLA pour l'organisation de cette rencontre.

Les relations avec les pays du bassin Méditerranéen revêtent pour moi un caractère prioritaire. Cette priorité découle bien évidemment de la géographie et de l'histoire, de notre interdépendance dans beaucoup de domaines, y compris le domaine agricole.

Elle prend un relief particulier au regard des bouleversements politiques qui traversent la région et qui ouvrent un champ des possibles passionnant. Ceci impose une prise de conscience des responsabilités qui incombent aux hommes politiques que nous sommes. En tant que Ministres de l'agriculture, nous savons le rôle de la sécurité alimentaire et du développement des zones rurales sur l'équilibre politique général de la région.

La thématique retenue, « *Sécurité alimentaire durable en Méditerranée : quelle situation et quelles perspectives* » s'inscrit dans la continuité de notre réunion de Malte en septembre 2012.

Je passerai vite sur le constat, nous le partageons tous. La sécurité alimentaire du bassin méditerranéen, déjà fragile, est fortement menacée par les changements globaux et par ce qui peut être appelé un « mal développement » urbain, agricole et rural.

Nous devons permettre que nos agriculteurs puissent à l'avenir assurer une production alimentaire de haut niveau qualitatif et en quantité suffisante face à l'augmentation de la population mondiale, tout en s'inscrivant dans la transition écologique. Pour cela, il nous faut à mon sens agir, chacun à son niveau et en synergie au niveau des Etats, des organisations internationales et du CIHEAM, selon un nombre de priorités bien définies si nous voulons rester efficaces : les politiques agricoles et de développement rural ; la transparence des échanges commerciaux ; la recherche et la coopération universitaire ; et le renforcement du poids de la Méditerranée dans les négociations internationales, en particulier à la FAO et au G20.

En matière de politiques agricoles et de développement rural

Je considère que la récente réforme de la PAC est une réussite : elle est plus juste, plus verte et plus régulatrice. Plus juste car elle a pour priorité une redistribution en faveur de l'élevage et de l'emploi, sans distorsion de concurrence entre les agriculteurs. Plus verte car, tout en reconnaissant la réalité des pratiques agronomiques et environnementales, elle maintient trois critères essentiels à savoir la présence de surfaces d'intérêt écologique, la diversité des assolements et le maintien des prairies permanentes. Et enfin plus régulatrice car elle réintègre des outils de régulations du marché (droits de plantations viticoles, quotas sucre...).

Évidemment, calquer la PAC en tant que telle sur les pays du Sud ou de l'Est de la Méditerranée n'aurait aucun sens. En matière agricole, il est nécessaire d'avoir des politiques adaptées aux contextes locaux et c'est bien ce qu'ont développé par exemple nos amis marocains à travers le Plan Maroc Vert ou algériens à travers leur Politique de Renouveau Agricole et Rural.

Des approches sont toutefois parfois transposables comme celle de veiller à améliorer l'interactivité des acteurs des filières agricoles et agroalimentaires pour en renforcer la stabilité. Je citerai notamment nos actions en France en faveur du regroupement des producteurs au sein d'organisations, de la création d'interprofessions, de la structuration de filières, de la solidarité entre céréaliers et éleveurs, la contractualisation dans le secteur laitier...

Egalement transposable est la mise en place de signes de qualité, notamment en matière d'indications géographiques. Il faut en effet protéger partout le savoir-faire agricole et agroalimentaire car c'est un patrimoine.

Les pays qui le souhaitent peuvent s'appuyer sur la politique européenne de voisinage (PEV), qui a pour objectif général de bâtir un espace de prospérité et de bon voisinage avec les pays du Sud et de l'Est.

Sur ce sujet, je voudrais ici de nouveau remercier Dacian Ciolos pour l'initiative ENPARD qui prend une place de plus en plus centrale dans le partenariat de l'Union Européenne avec la Méditerranée. Je suivrai avec grand intérêt l'évolution des projets dans les six pays

« pilotes », l'Algérie, le Maroc, la Tunisie, le Liban, la Jordanie et l'Égypte, qui ont souhaité répondre positivement à cette offre européenne de partenariat.

J'en viens à la question cruciale de la durabilité de nos politiques du point de vue environnemental.

Face aux échéances démographiques, nous allons devoir collectivement produire plus, et ce tout en préservant les ressources. Je souhaite sur ce sujet partager avec vous l'esprit du projet agro-écologique pour la France. Sur ce point, je voudrais signaler la tenue à l'automne prochain à la FAO d'un colloque sur l'agro-écologie qui sera l'occasion du lancement d'un vaste programme sur trois ans de transfert scientifique et d'échanges de pratiques.

Sur la transparence des échanges commerciaux

Nous croyons en effet en la régulation des marchés et donc à leur transparence pour stabiliser le revenu des agriculteurs et éviter des perturbations pour les industries agroalimentaires comme pour les consommateurs.

La transparence des marchés limite la spéculation, laquelle avait conduit à la crise alimentaire mondiale de 2008. Des réponses avaient pu être apportées lors de la Présidence française du G20, et notamment la mise en place du forum de réponse rapide et d'un système de transparence sur les marchés mondiaux, AMIS.

Nous souhaitons aujourd'hui partager notre position sur l'importance de rétablir une filière agricole au sein du G20, pour proposer des actions concrètes contribuant à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Les crises doivent plus s'anticiper que se gérer. Je tiens à remercier la Turquie qui envisage une réunion des ministres de l'agriculture durant sa présidence qui commence début décembre 2014.

Je me réjouis par ailleurs sur ce sujet de la mise en place de Med-AMIN, le réseau d'information sur les marchés agricoles en Méditerranée. Coordonné par le CIHEAM, et plus spécifiquement par son Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier (IAMM), ce réseau régional travaillera en relation avec le secrétariat de l'initiative multilatérale AMIS (Agricultural Markets Information System) basé à Rome, la FAO et la Commission européenne. Nous avons appelé de nos vœux sa création lors de notre rencontre à Malte fin 2012 et nous pouvons aujourd'hui lui donner son nom de baptême. C'est une belle avancée et si comme on me l'a dit, « AMIN » en arabe renvoie à la notion de « confiance », il était difficile de trouver plus approprié.

En matière de recherche et de coopération universitaire

Il faut les continuer et les amplifier. Si je reprends le sujet de l'agro-écologie, nous avons besoin d'une intensification des connaissances pour dépasser l'intensification de la

production par la chimie et les pesticides. La recherche et la coopération universitaire sont vitales pour cela.

Un certain nombre d'outils comme les ERANET mis en place par l'Union Européenne existent mais mériteraient d'être utilisés à plein. Je soutiens l'idée de la mise en place d'un article 185 sur la sécurité alimentaire en Méditerranée qui permettrait outre les opérations de coordination entre équipes de recherche d'injecter une somme appréciable d'argent dans les programmes de recherche eux-mêmes.

Concernant spécifiquement le CIHEAM, je tiens à louer une nouvelle fois l'excellence de ses travaux. Le CIHEAM dispose d'une véritable légitimité démocratique et joue un rôle important d'appui aux organismes de recherche. Au plan français, la loi d'avenir a d'ailleurs entériné la reconnaissance officielle des diplômes du CIHEAM, engagement pris à Malte afin de renforcer le projet euro méditerranéen.

Jean Monnet, le père de l'Europe, disait « rien ne se fait sans les hommes, rien ne dure sans les institutions ». Sur le plan des hommes, je voudrais donc sincèrement remercier Cosimo LACIRIGNOLA d'avoir bien voulu accepter de prendre l'intérim du Secrétariat général en addition de son poste de Directeur de l'Institut de Bari et j'apporte mon soutien à la stratégie qu'il propose pour le CIHEAM. Sur le plan des institutions, je voudrais dire que le CIHEAM a, à mon sens, tous les atouts pour continuer à être « l'institution de la sécurité alimentaire durable en Méditerranée ».

Je tiens également à saluer la présence parmi nous du Directeur Général de la FAO qui témoigne de tout l'intérêt que la FAO porte au débat en construction en Méditerranée. Je vous propose d'ailleurs que nous nous retrouvions à Rome en octobre lors de la journée de l'alimentation dans le cadre de la réunion annuelle du Comité de la sécurité alimentaire pour faire le point avec la FAO.

Mesdames et Messieurs, je vous remercie et vous réitère mon invitation à venir au Salon International de l'Agriculture le 25 février prochain à l'occasion de la clôture des journées méditerranéennes au cours de laquelle nous poursuivrons ce débat sur la sécurité alimentaire.



GRECE / GREECE

Dimitris MELAS

Secretary General of Agricultural Policy and International Relations
Ministry of Rural Development and Food

Dear colleagues,

As we all know, the world today, faces continuing challenges concerning **food security** and eradication of hunger and malnutrition which bring agriculture on the top of the world's interest.

Agriculture is one of the major growth pillars of the Mediterranean region, which is inextricably tied not only to food security, but also to the environment, competitiveness, climate change and the balanced development of the regions. It is the backbone of rural economy, through its contribution to jobs, as well as of economic activities such as manufacturing, tourism, services, etc.

The nature of food security is multidimensional and can be determined both quantitatively and qualitatively using criteria such as the availability of food, the access to food, the stability of such availability and access and finally the food safety.

The vulnerable agricultural sector deteriorates further due to the impacts of **climate change**. Therefore there is an urgent need to adapt the production process to the new conditions. At the same time, agriculture is one of the few sectors that can contribute to the mitigation of climate change.

As the intensification of agriculture very often involves an increase in irrigation, **water scarcity**, as a result of climate change, is also a significant cause of food insecurity, especially in the Mediterranean and other countries where water supply is limited and water stress is much more marked.

It is also apparent that the world today faces growing challenges concerning **high and volatile food prices** that undermine food security and have a serious impact on the agricultural economy. Price volatility, in combination with global financial problems, results in lower investment in agriculture both from states and farmers and therefore magnifies

the problem of insufficient food production. Although, we cannot isolate the impact of the price volatility per se, it is certain that it has serious negative effect in farm productivity as well as in supply of agricultural products. Greece, as most of the Mediterranean countries, is characterised by a great number of small size agricultural holdings. Small farmers are more vulnerable to price volatility as they usually lack the capacity and the means to hedge the increased risks. High input prices in combination with the increased difficulty to obtain credit has a serious impact on the income of farmers.

The world **demographic growth** which is not balanced among countries, accentuates food insecurity. Demographic growth in the southern and eastern Mediterranean countries will continue to be relatively higher than that of north Mediterranean countries and will lead to an increase in food demand.

Other obstacles in achieving food security are **eating habits** and **food waste**. In Europe, nearly 50% of the good food available is wasted every year by households, supermarkets, restaurants, as well as by food distribution channels while at the same time almost 80 million people live below the poverty line and 16 million depend on food aid from charities.

Dear colleagues, the emerging challenges we face, demand to ensure maximum possible production level of food, with a sustainable use of natural resources and to take advantage of the utilization of agricultural diversity. The goal is to achieve food security for all.

Now more than ever, we have to assign agriculture a continuously increasing political priority and inform society on the strategic role of this sector in securing sufficient supply of quality food in a sustainable way. This is vital not only for securing sufficient supply of quality food but also for avoiding social unrest triggered by “food riots” and finally protecting natural resources

International cooperation, sharing of experiences, coherency of national policies are of critical importance. Many of the problems related to the price volatility can only be dealt through international coordination and common actions. Healthy trade, regulation of financial markets for agricultural commodities, dissemination of information regarding market situation and combating climate change are only some of them. A coordinated and cooperative multilateral approach is by far less costly and more effective than separate national approaches for the achievement of food security.

I would also like to emphasize the need for encouragement and development of collective schemes, with participation of producers and all stakeholders representing the various links of the agrifood chain. Farmers, especially the small ones, should be actively involved in producer groups, cooperatives and other forms of organizations, in order to make effective use of their production. These schemes increase farmers’ bargaining power and renders them more capable of facing problems that hinder the development of the production process.

We also have to guarantee a healthy and short supply chain which benefits both farmers and consumers. Hence, we should give emphasis to the consolidation of supply chain, promoting short and local supply chains.

Natural resources are valuable and finite and therefore it is essential that they are managed in a sustainable manner. At the same time production potential should be increased in order to cover the needs of humanity. This demanding task is going to be undertaken in unfriendly conditions of continuous climatic change and therefore we are faced with the challenge of finding a viable solution. Furthermore, innovative approaches in the use of genetic resources can have a double positive effect: halting of biodiversity loss and using of unique genetic characteristics as tools for the adaptation of the sector to climate change.

We have to promote more efficient water use in agriculture through the development of more accurate irrigation systems and by further refinement of drip systems, including developments towards the next generation of drip technology including, for example, computerised systems, fertilization by applying fertilisers directly to the plant roots, pressurised drippers and the sub-surface drip irrigation.

An important role in making agricultural sector more efficient by using the same or even fewer resources is played by the development of innovative approaches and promotion of applied research and development, innovation, education and information. We have to accord a higher priority towards this approach in order to secure stable supply of agricultural goods with a sustainable use of natural resources and cope with market risks and climate change that implies changing patterns of precipitation, temperature and extreme weather events.

The rural development programs should aim to enhance the competitiveness of agriculture, to use natural resources wisely and with a sustainable manner and to achieve balanced territorial development of rural areas increasing resilience to price shocks and climate change.

Investments in agriculture should be responsible and focused to generate positive socio-economic impacts for all so as to increase production and enhance the stability of food supply at local, regional and national level. The promotion of green products and green services in the agrifood chain is very important for the long term durability and productivity of the agrifood sector.

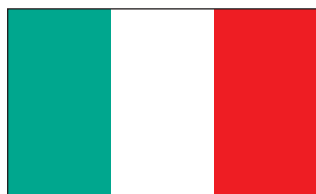
Western dietary patterns are, often, calorie-intensive and generate large quantities of greenhouse gases emissions. Promotion of healthy diets with low environmental impact such as the **Mediterranean diet** could be a key element for achieving food security. It implies a more diversified agricultural production, affected less from price fluctuations with lower dependency on products of animal origin. The model of the Mediterranean diet could be an attractive answer if combined with the two major issues of changing eating habits as well of reducing waste. We have to shape the model of future sustainable agriculture and food consumption keeping in mind that we have to recognise the need for a shift towards integrated, agro ecological production systems and balanced consumption patterns.

Furthermore, we could promote new common awareness-raising campaigns against food waste, starting from schools with food education courses. We might copy relative programmes from other countries where the relevant awareness is much higher.

Some other important issues we have to take into consideration are the transfer of knowledge, the provision of equal opportunities for women and men and to make agriculture attractive for the young people.

It is important to share and communicate experiences, knowledge and policies, as we do today, in order to increase the effectiveness of the actions taken aiming to enhance the role of agriculture as a key sector for the global food security.

Thank you very much for your attention.



ITALIE / ITALY

Felice ASSENZA

Director General of European and Internal Policies
Ministry of Agricultural Policies, Fisheries and Forestry

*Honorable President and Secretary General,
Director General FAO,
Ministers and Excellencies,
Distinguished Delegates,*

It is indeed a great honor to be here today to participate at the 10th CIHEAM Ministerial meeting as representative of the Italian Ministry of Agricultural Policies, Fisheries and Forestry.

First of all let me thank the Algerian Minister for the warming welcome and hospitality and for the excellent organization of this conference.

I am pleased to be surrounded by such a high level participation whose support has helped increasing the importance of this forum that keeps providing an incredible platform to discuss important agricultural issues and to advance on crucial themes for the future life of our planet.

In this context, we would like to mention the importance of the work carried out by CIHEAM during its 50 years of its existence. We believe that the intent of building “an exceptional platform of dialogue” for the agricultural policy makers of the Mediterranean is not just an important legacy we all share but also a contribute that helped strengthening our future partnership. Our Mediterranean roots make our alliance grow stronger as we fight united against several challenges, facing the future of the Euro-Mediterranean agriculture.

Now, the theme of this year ministerial meeting is absolutely of pivotal importance.

The “FAO 2013 report on the state of food insecurity” highlights how we need to improve and increase the efforts for getting positive results in fighting against this phenomenon. Many factors contribute to food insecurity and actions at a multi-sectoral level should be implemented, highlighting concrete policies for the effective promotion of mechanisms of social inclusion.

Firstly if we want to obtain concrete results in the field of food security we should provide for increasing, in a sustainable way, production and productivity. For doing that, we need to strengthen our co-operation but at the same time it is necessary to build an efficient system that can furnish proper guarantees to the farmers.

The real challenge is clearly to find appropriate models of development.

In this context, I would mention some of the actions that should be implemented:

- creation of proper mechanisms for risk management;
- partnership public/private, absolutely needed for increasing the investments;
- more transparency in the markets;
- improve the quality of the productions and their traceability;
- support the aggregation of the offer and the producers' organisations.

In this regard, let me recall the work carried out within the G20 Action Plan adopted in Paris in 2011 and the relative role of the AMIS Group.

In particular, in this scenario the family farming system is definitely a segment of this framework that holds promises and requires our attention as it welcomes the presence of women and youth in rural areas, avoiding the ageing of the rural population.

We should find proper solutions for better supporting the presence of the young farmers in agriculture.

We also need to focus our efforts in finding a better access to products but also in fighting against waste and losses. As CIHEAM members we should support the work of the Committee on World Food Security, that we believe is the most inclusive platform to define policies for food security.

We should also intervene to protect agricultural lands from overbuilding, limiting the phenomenon of the soil sealing that is eroding lands for agriculture and environment. Moreover, our Mediterranean agricultures should implement any actions aimed to fight against climatic change.

This is why we consider extremely precious the work of CIHEAM in linking together so many countries - which share also many values and interests - under the higher education, research and innovation umbrella.

The agri-food industry in Mediterranean can benefit of synergic efforts in building research platforms and cooperation among education centres and we are all aware of the great value brought by the training activities at CIHEAM through its four MAIs (The Mediterranean

Agronomic Institutes). We are very positive that the recent creation of AMIS Med as a Mediterranean research and information-sharing network will be a tool to link CIHEAM and its agronomic research institutions.

Now, allow me to spend only a few more words on the issue of food security for the most vulnerable population. It is fundamental that food aids should be taken into major consideration. According to this principle, we wish to mention that our Government has activated a proper scheme at national level that involves also the charities organisations with the target to provide the distribution of food to the most vulnerable population. Vulnerable population is increasing each year.

This simple action shows a new cultural approach to solidarity. In addition, social factors cannot be forgotten as well as a correct behaviour and a new approach to food should also be included in a comprehensive policy to better tackle the problem of food security.

We should be proud of the relevant heritage represented by the Mediterranean Diet and our geographical indications, a model that ensures a diversified and healthy diet made of the local products of our territories.

In this context, let me recall the importance of the Universal Exposition Milan 2015, that will be attended by over 140 countries, international organisations and private actors and for which 20 million visitors are expected. This is an opportunity to learn more about each other's best practices and experiences in the field of food and agriculture. To this extent, Expo 2015 Milan will be an essential step in the definition of political choices at global level that combine the main elements for the agriculture of the future: productivity, diversity and above all quality and sustainability, while guaranteeing the social and human dimension.

Finally, we wish to thank CIHEAM for the great work done in this occasion and we are ready to support the declaration. We also commit ourselves to continue and improve the actions in the field of food security.



LIBAN / LEBANON

Mouïin HAMZE

Secrétaire général du Centre National de Recherche Scientifique (CNRS) et délégué
du Liban au Conseil d'Administration du CIHEAM

*Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser les salutations de SEM Hussein Hajj Hassan, Ministre de l'Agriculture, qui n'a pas pu se joindre à cette Conférence pour des empêchements liés à la situation gouvernementale du Liban.

Je suis ravi de me retrouver avec vous à Alger et de prendre part aux travaux de cette 10^{ème} réunion des Ministres de l'agriculture des pays membres du CIHEAM. Je voudrais remercier SEM Abdelwahab Nouri, Ministre de l'Agriculture et du développement rural et son équipe pour l'organisation de cette conférence et l'accueil chaleureux qui nous a été réservé. J'adresse également un hommage particulier au Président du CIHEAM, Monsieur le Professeur Adel El Beltagy, au Secrétaire Général p.i. Monsieur Cosimo Lacirignola pour leurs efforts dévoués à maintenir la crédibilité du CIHEAM dans notre région.

La région méditerranéenne est aujourd'hui une scène d'inégalités croissantes qui ne cessent de s'accroître et qui s'expriment depuis quelques années par une agitation politique et sociale. Cette situation très alarmante pour nous tous, a provoqué de grands bouleversements et a approfondi les fractures existantes entre les deux rives du bassin Méditerranéen. L'urgence est maintenant dans l'aide à apporter aux nombreux pays en difficulté pour retrouver rapidement une stabilité politique et économique capable de réduire l'écart entre nos pays et de défendre les droits humains face à la montée du fondamentalisme.

L'insécurité alimentaire est dans ce contexte un défi majeur à relever. Elle est bien entendu liée à la pression démographique, à la dégradation des ressources naturelles, aux changements climatiques et à la mauvaise gestion de l'économie. Mais elle est aussi le garant du développement et signe de paix et de stabilité. Au Liban, la production agricole a réalisé quelques avancées significatives en dépit des problèmes économiques et de sécurité. La part de l'agriculture dans le PIB a atteint cette année 6% alors que le PIB n'a souligné

que 1,9% de croissance. Les produits libanais trouvent davantage des marchés arabes et même européens. Mais on est loin de plaider la qualité de certains produits et l'impact de cette agriculture intensive sur la durabilité de l'environnement et des ressources naturelles limitées du pays.

La politique agricole du Liban poursuit, tant bien que mal, ses objectifs dans la gestion durable des ressources naturelles, l'amélioration de la qualité des produits, la recherche de nouveaux marchés, le renforcement de la recherche et de l'innovation, et bien entendu la mise à jour de la législation relative à l'agriculture et au rural. Notre politique devrait répondre à court terme aux besoins de la société et aux attentes des jeunes face à un marché compétitif local et régional.

Ce tableau ne peut être complet sans signaler la dimension de la présence des réfugiés syriens au Liban. Nous ne pouvons à cet effet qu'évoquer les paroles de la Banque Mondiale en 2013 dans son rapport au gouvernement libanais, et je cite : « Le Liban subit un choc d'une ampleur incertaine en durée et en taille à cause du conflit syrien, ce qui change complètement la donne. Le nombre de réfugiés syriens est estimé à 1.3 millions en 2013 avec une prévision de 1.6 millions pour 2014 soit 37% de la population d'avant la crise. Les retombées ont dépassé le volet humanitaire pour atteindre les sphères économiques et sociales ». La situation est vraiment grave et alarmante.

Dans ce contexte, face à tous ces défis, la sécurité alimentaire, et au-delà la sécurité géopolitique régionale impliquent une réorientation profonde des politiques communes. Nous sommes persuadés que la bonne gestion ne peut se faire qu'à travers le renforcement des capacités et la mise en œuvre d'outils et de mécanismes de politiques partagés et consensuels.

Nous avons appris avec beaucoup d'intérêt la décision du Conseil d'Administration du CIHEAM de mener une réflexion sur le rôle, la place et les perspectives de son action dans la région. Nous nous engageons à soutenir cette initiative et sa mise en œuvre surtout si elle s'accomplisse de manière participative avec tous les acteurs concernés. Le CIHEAM est appelé, plus que jamais, à établir de nouveaux programmes de formation et à offrir des études doctorales en partenariat avec les universités et les centres de recherche du Sud sur la thématique de la sécurité alimentaire, domaine pluridisciplinaire par excellence. Le CIHEAM et ses partenaires constituent un socle solide sur lequel nous pouvons compter pour progresser en 2014 dans cette période cruciale de notre histoire.

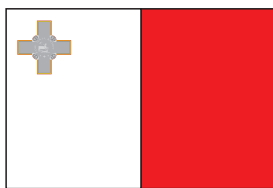
Mesdames et Messieurs,

Nous tenons à exprimer notre appui au projet de déclaration finale de cette Conférence qui traduit fidèlement les préoccupations actuelles des politiques agricoles de mon pays.

Je profite de cette occasion également pour féliciter le CIHEAM de la « Loi d'Avenir » récemment votée par l'Assemblée Nationale Française qui reconnaît à juste titre les Diplômes délivrés par nos IAMs.

Pour conclure, je réitère mes remerciements au Gouvernement Algérien et aux autorités du CIHEAM pour les efforts déployés à faire de cette conférence une réussite.

Je vous remercie de votre attention.



MALTE / MALTA

Roderick GALDES

Parliamentary Secretary for Agriculture, Fisheries and Animal Rights
Ministry for Sustainable Development, the Environment and Climate Change

*Ministers,
Secretary-General,
Directors-General,
Excellencies,*

First of all allow me to thank our host for making it possible once again to resume our talks on food security for the Mediterranean within the forum of the CIHEAM. As you know this is a topic which Malta holds dear, having itself commenced this work at the last Ministerial meeting held in Valletta on the 50th Anniversary of the CIHEAM. Malta considers the CIHEAM to be an ideal forum where to continue making progress on the regional dimension of the challenges facing our food producers and the communities which depend on them for nourishment. I am therefore convinced that the outcome of this discussion today will continue to strengthen the political mandate of this organisation to carry forward its work.

Today we have met to discuss and agree on common recommendations and potential approaches that have been identified by the countries in the Mediterranean Macro region for the development of a more resilient rural development, a topic which is very relevant to our region's circumstances.

With challenges posed by climate change, financial crisis and other phenomena like irregular immigration our countries face exponential pressures on our natural resources and limited capacities to meet demand for food, energy, jobs and a better quality of life.

It is thus for this reason that policies need to ensure the most efficient and effective ways of utilizing what our regions can offer. In order to achieve this each government needs to ensure that environmental sustainability, economic growth and investment in social capital is coupled with good governance. Only through such an approach can we strike a balance between what our eco-systems can offer and what our communities need for a better quality of life.

These key principles are enshrined in the Europe's 2020 strategic priorities which have been transposed into 3 main objectives for the new Common Agricultural Policy – that of “Fostering the Competitiveness of Agriculture”, the “Sustainable management of natural resources and climate actions” and a “balanced territorial development”. I believe that these objectives also reflect the challenges in our partner countries in the Southern basin of the Mediterranean.

Our farmers today are faced with the dual challenge of having not only to produce more, but also to do so in a sustainable manner. Key challenges and opportunities associated with sustainable production and rural development include the protection of biodiversity, ensuring economic viability, the use of biomass and the production of bio-energy, addressing climate change, resource management, and food security. Laying out clearly defined policies and programmes at country-level to achieve these goals will also make it possible to access synergies through shared projects on a multi-country level.

For our own part, the size, lack of natural resources, the country's insularity, the ageing population of farmers and economies of scale make the task for Malta a very challenging one in this regards. For this reason the Ministry for Agriculture has made sure that for the 2014-2020 programming period needs and priorities are identified at grass root level by involving local rural actors such as farmers, environmental and social NGOs, Local Action Groups and other entrepreneurs in the development of Malta's new Rural Development Programme.

For the next 7 years our strategy is based on operating measures that ensure better use of resources such as water, waste and energy, measures that focus on efficiency such as cooperation, verticalisation, food chain organization and economic development amongst others. Furthermore social inclusion will be addressed by creating new niches and opportunities for diversification like in the rural tourism, quality products and environmental services. We believe this will catalyse interest and opportunities for family farming, new SMEs, youths and women.

In this period of such deep challenges, we are making it increasingly our priority to find synergies with partner countries and entities who share common objectives through joint-projects and actions. Agriculture needs to adapt and evolve in a dynamic way in parallel with living standards and exigencies. Various good practice examples, expertise and knowledge is to be found in each of our countries. The benefits of exchanging knowledge and experiences in research, innovation and training initiatives based on the similar geo-climatic and socio-cultural realities we face in our region are too great to ignore. In this context we continue to see and urge CIHEAM to increase its role as a catalyst for these synergies.

At the same time the region has also learned, at its cost, the price of not making the most of the opportunities for global approaches in matters of food security, over the past years. The presence today of the Director-General of the FAO and his message are a stark reminder of the need to avoid unilateralism and the need to integrate a strong regional approach into the global one. The European Commission has already done much and supported this

concept, especially with the strong message it gave to the CIHEAM member countries at the height of the last food-price crisis when we met in Malta. Since then, and particularly in the most recent months, CIHEAM has made significant progress on integrating this approach, particularly through the Mediterranean market information system that is being developed, a process which Malta supports.

In this spirit of optimism, Mr. President, I pledge you my country's support in strengthening the mandate of this organisation in taking us forward collectively on our shared goals, and renew Malta's commitment to contributing actively in the process of institutional renewal of the CIHEAM for the benefit of our countries and region.



MAROC / MOROCCO

Aziz AKHANNOUCH

Ministre de l'Agriculture et de la Pêche maritime

*Monsieur Le Ministre M. Abdelwahab Nouri,
Messieurs Les Ministres,
Monsieur Le Directeur Général de la FAO,
Monsieur Le Représentant de l'UE,
Messieurs Le Président du CIHEAM,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,*

Permettez-moi tout d'abord d'adresser mes plus vifs remerciements aux autorités algériennes en la personne de Son Excellence M. Abdelwahab Nouri, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural de la République Algérienne pour leur accueil et l'excellente organisation de cette Ministérielle.

Je voudrais en préambule, saluer le choix du thème de cette 10^{ème} réunion "*La sécurité alimentaire durable en Méditerranée : quelle situation et quelles perspectives ?*" qui se situe dans le prolongement du débat de notre 9^{ème} rencontre à Malte en septembre 2012. Cette problématique continue de dominer les priorités de nos pays méditerranéens. Elle reflète l'ensemble des enjeux économiques, sociaux et politiques auxquels nous sommes confrontés aujourd'hui, particulièrement dans notre région méditerranéenne. En effet, les prévisions des derniers rapports d'experts internationaux annoncent que d'ici 2050 la production agricole mondiale va devoir augmenter de plus de 70% pour pouvoir suivre le rythme imposé par la croissance démographique et ce taux avoisine les 100% pour les pays émergents et les pays en développement.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Développer une agriculture durable et en faire un moteur du développement socio économique du monde rural constitue la première réponse à apporter à cette problématique afin de combattre l'insécurité alimentaire.

A cet égard, le Royaume du Maroc a fait de la durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires plus qu'un désir d'avenir, un impératif du présent. Il a raisonné sa sécurité alimentaire dans le cadre d'une ouverture maîtrisée lui permettant de valoriser ses avantages comparatifs et d'exploiter au mieux les possibilités du marché international. En effet, nous avons choisi d'appréhender la sécurité alimentaire de manière globale en mettant en place le 'Plan Maroc Vert' lancé en 2008, une stratégie transversale de développement de l'agriculture, à travers l'augmentation de la production et de la productivité, la valorisation des produits de l'agriculture et la recherche de marchés, mais aussi en intégrant le développement des revenus des agriculteurs et en les protégeant contre l'aléa climatique à travers des produits d'assurance appelés à se généraliser et à se diversifier en devenant paramétriques notamment.

La deuxième réponse à la problématique de notre rencontre est de faire face à flambée et la volatilité des prix. En effet, les grands ennemis de la sécurité alimentaire dans nos pays méditerranéens sont les fluctuations des prix des denrées alimentaires de base engendrées par la spéculation, les changements climatiques doublés de la raréfaction des ressources hydriques et l'explosion de la consommation qui va de pair avec le développement démographique. Nos pays sont en effet bien dépendants des approvisionnements extérieurs en matière de denrées alimentaires pour ne pas subir les conséquences d'une hausse mondiale des prix des matières premières agricoles. Cette vulnérabilité est particulièrement tenace et redoutable dans le cas des céréales.

Il devient alors urgent de cadrer l'action des acteurs financiers sur les marchés agricoles, et nous devons revenir à des fondamentaux de « commerce agricole » plus sains.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Pour réduire la fracture agricole mondiale, gage de toute sécurité alimentaire, il nous faut trouver les bases d'un **nouvel ordre de solidarité**, notamment entre pays de notre région méditerranéenne. Concernant les marchés, il nous faut travailler pour encourager la dynamique des échanges entre nos Etats, notamment nord-sud. Cela doit évidemment être nécessairement accompagné d'un travail à l'échelle des pays pour relever le défi de l'ouverture du secteur aux marchés internationaux. En effet, le protectionnisme agricole, s'il n'est pas responsable de la volatilité des prix, constitue certainement un frein important au développement et la croissance de certains pays du Sud qui ne peuvent exploiter pleinement leur potentiel agricole. L'assouplissement des mesures protectionnistes européennes à l'égard des pays du sud leur faciliterait d'exercer leur avantage comparatif sur les marchés agricoles méditerranéens.

C'est là que notre approche « Maroc Vert » trouve son sens : accompagner les agriculteurs et les soutenir, surtout les plus petits parmi eux, afin de les mettre en phase avec cette ouverture.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Toutes ces voies, pour contribuer collectivement à asseoir une sécurité alimentaire durable en Méditerranée, ne sauraient être efficaces sans affirmer la Méditerranée comme un espace de valeurs partagées en matière d'éducation, de formation, de partage et de mobilisation de la connaissance, du savoir et du savoir-faire à travers le renforcement et la revitalisation des réseaux de formation, de recherche, de science et d'innovation.

Dans ce domaine, **le CIHEAM**, notre institution commune, possède l'expérience et les atouts nécessaires pour jouer un rôle fédérateur, à la hauteur des enjeux et en phase avec l'environnement et les besoins des sociétés méditerranéennes. Le CIHEAM, à travers les interconnexions et les initiatives qu'il porte en partenariat parfait et solide avec les institutions des pays membres, est **particulièrement capable de bâtir une plateforme scientifique et de savoirs durable sur la sécurité alimentaire**, afin de soutenir la convergence des politiques agricoles de la Méditerranée. Nous devons alors renforcer sa gouvernance pour en tirer d'avantage de valeur ajoutée au service de l'agriculture de nos pays.

Je conclurai en affirmant le un soutien fort et continu du Royaume du Maroc au CIHEAM et à son esprit et en lui ouvrant d'avantage ses instituts spécialisés, **notre pays reste engagé à partager son expérience et savoir-faire dans la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse visant à asseoir durablement notre sécurité alimentaire**. Nous mettons à la disposition du centre tous nos acquis en matière de **coopération** afin de construire le pont de l'échange de connaissances et d'expertise dans l'espace méditerranéen.

Je vous remercie de votre attention.



PORTUGAL

Nuno VIEIRA E BRITO

Secretary of State for Food and Agrifood Research

*Honorable Minister of Agriculture and Rural Development of the Democratic Republic of Algeria, H.E. Doctor Abdelwahab Nouri,
Honorable Ministers,
Honorable President of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies Member States (CIHEAM),
Honorable Secretary General of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies Member States (CIHEAM),
Ambassadors,
Member Country Delegates of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM),
Honorable Representatives of the International Organizations,
Honorable Representatives of Algerian official entities,
Dear participants,*

I would like to start by thanking His Excellency, Mr. Abdelwahab Nouri, Minister of Agriculture and Rural Development of the Democratic Republic of Algeria, for the invitation to attend the 10th Meeting of Ministers of Agriculture of the Member Countries of the CIHEAM addressed to Her Excellency, the Minister of Agriculture and Sea of the Portuguese Republic, whom I have the honor of representing.

Historically our Mediterranean region represents, beyond a mere geographical neighborhood, an ancestral connection that make us culturally closer, sharing common interests and challenges.

Thus, nearly half a century ago, this International Centre was created which is a clear example of how important the definition of common policies and strategies has become, promoting knowledge and research in this territory of unique characteristics and opportunities.

In fact, since its creation, the CIHEAM has been able to assert itself as an internationally recognized center for learning, valorization, knowledge and innovation.

This reputation is shown through the quality of its advanced specialized training, its investment in research and investigation, and through the promotion of political and strategic debate about the region and within the region, either in agriculture, sea, food or sustainable rural development in the Mediterranean basin.

So, as I am a former student of this center (which honors me), a professor, a researcher and, currently, a member of the Government with responsibilities in the area of food and agri-food research, it is, therefore, an added privilege to participate in this meeting.

As a former student, I believe this Centre should explore more all the knowledge transmitted, aggregating, valuing and leveraging these synergies, implement and enhance a network of former students "Alumni" is clearly a strong contribution for a better future of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM) and, consequently, for the Mediterranean region.

As a professor and a researcher, I have no doubt that the innovative and applied research in areas of common interests, and the promotion of networking study and knowledge, may be a factor for the co-operation and development of our countries.

Furthermore, as member of the government, I feel it is necessary and important to strengthen the activities of this center in Portugal, which will undeniably contribute to educate and disseminate knowledge, promote cooperation among member countries through more projects in training, research, development and innovation.

In this purpose, Portugal, a founder member, is considering to host, for the first time, this ministerial meeting next 2016.

Dear Ministers, Ladies and Gentlemen,

Portugal was no exception to the economic and financial crisis affecting all of Europe and the world, but our country has been able, in spite of the enormous sacrifice of its people, to overcome these particularly difficult times, and is now, on a new phase of growth and hope.

Agriculture has been, within this context, not only a resource, but also an important tool for the economic recovery of the country, ensuring more wealth, more jobs, including for younger people, more exports and in consequence, adding more economic and social value.

Within the agricultural policy, the incentive to new productions, new technologically innovative methods of production, the renewal of the rural population and, above all, the investment on better products and agro-food quality, are decisive paths for success.

On the other hand, food safety and healthy nutrition have always been strategic points, along with an environmental and social sustainability, to ensure the population's access to proper nutrition, both in quantity and in quality.

At the same time, mechanisms were created that allow local producers to reduce food waste, allowing the local sale of agricultural surpluses and regional products, thereby enhancing their attachment to rural areas.

Portugal has been recognized for its food safety, quality and diversity of its products which enables an increasing stimulation of the agri-food sector, promoting also its internationalization.

In this political context, Portugal aims to achieve in value food self-sufficiency in 2020. To accomplish this goal, we have defined a strategy through an increase in production, investment, training, research and knowledge exchange.

However the economy also thrives on feelings and common projects, which integrate the gastronomy, culture, habits and lifestyles, as established in our common Mediterranean Diet, recently recognized as Imaterial World Heritage.

So, we want to share all the knowledge we have acquired throughout our history and we are available for a greater exchange of experience on food safety and nutrition, among others, reinforcing also the role of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM).

The implementation of projects between our countries, technology exchange, the co-operation of researchers or the creation / strengthening of research networks, leveraging what we have in common and recognizing diversity, will be an enhancer of knowledge which is urgent to value.

Dear Ministers, Ladies and Gentlemen,

Portugal recognizes the agri-food sector as a fundamental pillar towards its economic growth.

Mediterranean countries are strategic partners in the agricultural and agri-food sector, and the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM) is an important instrument that fosters and nurtures this partnership.

Making training and research our main goals, should results in the end, as a decisive contribute to policies that will stimulate food safety, agricultural development and regional sustainability.

It is our obligation, as members, to actively contribute to this goal. In this meeting of Mediterranean countries with secular common bonds, Portugal is strongly committed in to the success of this alliance, strengthening the friendship between our peoples.

Thank you very much for your attention!



TUNISIE/ TUNISIA

Lassaad LACHAAL

Ministre de l'Agriculture

Discours lu par M. Aziz DARGHOUTH, Président de l'Institut de Recherche et de l'Enseignement Supérieur et délégué de la Tunisie au CIHEAM

*Monsieur Abdelouahab Nouri, Ministre de l'Agriculture, et du Développement Rural d'Algérie,
Monsieur Adel Beltagy, Président du CIHEAM,
Monsieur El Habib Ben Yahia, Secrétaire Général de l'Union du Maghreb Arabe,
Monsieur José Graziano da Silva, Directeur Général de la FAO,
Monsieur Cosimo Lacirignola, Secrétaire Général du CIHEAM,
Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués invités,*

Je voudrais vous adresser les salutations du Ministre de l'Agriculture de la République Tunisienne, Monsieur Lassaad Lachaal, qui malgré son grand intérêt pour la présente réunion, s'excuse de ne pouvoir y assister.

C'est pour moi un grand honneur de parler au nom de Monsieur le Ministre de l'Agriculture de la République Tunisienne à la session inaugurale de la 10ème réunion des Ministres de l'Agriculture des Etats membres du Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), organisée et parrainée par la République Algérienne Démocratique et Populaire en partenariat avec le CIHEAM.

Notre satisfaction est d'autant plus grande de voir s'associer à cet important événement régional les responsables de nombreuses organisations internationales, et ce autour d'un thème aussi important et stratégique que l'est celui de la sécurité alimentaire durable en Méditerranée.

Mesdames et Messieurs, permettez-moi d'adresser, au nom du Ministre de l'Agriculture, Monsieur Lassaad Lachaal mes vifs remerciements à son Excellence Monsieur Abdelouahab Nouri, Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural en Algérie, pour son aimable

invitation et pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité et l'attention qui ont été prodiguées à la délégation tunisienne depuis son arrivée en Algérie.

Mesdames et Messieurs,

Le thème que nous allons traiter au cours de notre réunion est à la fois sensible, stratégique et complexe par ses multiples dimensions et impacts politique, économique, social, culturel et environnemental. Après plusieurs décennies marquées par le développement de l'agriculture intensive et l'évolution quantitative de la production et de la productivité, la question de la sécurité alimentaire revient au cœur de l'avenir de la Méditerranée après avoir souvent été au centre de son histoire.

En effet, la question de la sécurité alimentaire en Méditerranée gagne en acuité dans un contexte marqué depuis plusieurs années par la hausse et la volatilité des prix des denrées alimentaires, l'augmentation du prix de l'énergie, le développement des cultures énergétiques, la pression sur les facteurs de production fondamentaux, une vulnérabilité environnementale accrue, l'effet du réchauffement climatique, et enfin une crise politique et économique sans précédent affectant plusieurs pays arabes.

Dans ce cadre, je voudrais signaler que la sécurité alimentaire est un défi stratégique en Tunisie et constitue d'ailleurs un objectif constant de la politique agricole tunisienne depuis l'accès à l'indépendance en 1956. A ce propos, la politique agricole tunisienne s'est inscrite au cours des dernières décennies dans une relative continuité et a permis au secteur agricole d'enregistrer des résultats remarquables en matière de croissance de la production et d'amélioration des disponibilités agricoles et alimentaires. En effet, le secteur est parvenu à doubler sa production et a réussi à améliorer le taux de couverture des importations par les exportations qui est passé de 40% au milieu des années 80 à une moyenne de 75% au cours des cinq dernières années. Ces progrès significatifs ont eu un impact positif sur la sécurité alimentaire tant du point de vue quantitatif que qualitatif. En effet, la demande intérieure pour plusieurs produits (légumes, fruits, lait et viandes) est entièrement ou quasiment couverte par la production nationale.

Malgré une tendance marquée par une baisse relative de sa contribution dans la formation du PIB et de l'emploi, l'agriculture demeure un secteur tout aussi important aujourd'hui. Il participe dans la formation du PIB à hauteur de 8%, procure près de 10% des exportations des biens et reçoit environ 9 % du total des investissements du pays. Il fournit également un revenu complémentaire à près du tiers des tunisiens et occupe entre 16% et 18% de la population active selon les années, ce taux atteint 40% dans le milieu rural.

Cependant, la physionomie actuelle de l'agriculture tunisienne paraît contrastée, enregistrant des réussites incontestables dans certains cas et laissant en suspens, dans d'autres cas, des problèmes récurrents comme la désarticulation des filières, la forte atomicité des exploitations, le manque d'organisation de la profession, et notamment une forte pression sur les ressources naturelles avec une faible attention accordée à la question cruciale de la durabilité.

A ce titre, il n'est pas sans intérêt de noter que la sécurité alimentaire en Tunisie est menacée et vulnérable eu égard à l'instabilité des marchés internationaux et à la dépendance de notre pays pour les produits céréaliers qui représentent 40% de nos importations alimentaires. En effet, nous importons environ 82% de nos besoins en blé tendre, 32% en blé dur, et 28% en fourrages ainsi que la totalité de nos besoins en huiles végétales et aussi en matières premières destinées à l'alimentation des volailles.

Mesdames et Messieurs,

La sécurité alimentaire durable est un défi commun en Méditerranée et ce malgré l'écart des enjeux, produire mieux et durablement dans un contexte de souveraineté alimentaire au Nord, produire suffisamment et durablement avec moins de ressources au Sud dans un contexte d'insécurité alimentaire, d'aridité croissante et d'une pression démographique et sociétale sans précédent dans l'histoire de la rive sud de la Méditerranée. En cette période difficile de transition, la politique agricole tunisienne se trouve confrontée à trois défis majeurs:

- l'amélioration des performances des exploitations agricoles et des entreprises situées en amont et en aval, et ce pour consolider la sécurité alimentaire du pays ;
- la gestion durable des ressources naturelles, avec l'implication des producteurs, notamment face aux menaces liées au changement climatique ;
- l'amélioration de la compétitivité des filières, pour une meilleure intégration des produits agricoles et alimentaires aux marchés mondiaux.

Dans le même temps, le secteur agricole doit également intégrer les deux priorités qui correspondent aux préoccupations urgentes du moment à savoir, l'emploi des jeunes en milieu rural, notamment pour les jeunes diplômés et la contribution au développement des régions de l'intérieur. En effet, la sécurité alimentaire doit représenter un des objectifs stratégiques, et non le seul, d'une politique de développement agricole durable assurant aux populations rurales une qualité et un niveau de vie décents. En effet, il est primordial, au-delà des objectifs de production et de productivité, de penser une politique équitable de développement des territoires ruraux qui garantisse la continuité de l'agriculture par la relève par les jeunes. C'est là, en termes de durabilité, un des plus grands défis que nous aurons à relever.

Mesdames et Messieurs,

Jamais la région n'a été devant un défi aussi complexe que celui d'une sécurité alimentaire durable. Sa gestion nous amène à ajuster notre modèle de développement agricole afin de poursuivre, dans la durabilité le processus d'intensification et de croissance de la production, à recadrer nos stratégies de recherche, d'enseignement supérieur et de formation, notre gouvernance du développement agricole, et à nous engager, au-delà d'une simple approche

participative, dans un véritable partenariat avec les organismes professionnels et la société civile.

Mesdames et Messieurs,

La question de la sécurité alimentaire nous interpelle tous aussi bien du côté de la rive nord que de la rive sud de la Méditerranée pour trouver les voies et moyens dans la recherche de solutions permettant de lutter contre le fléau de l'insécurité alimentaire et pour capitaliser ensemble toutes les expériences réussies, c'est pour cela que nous sommes réunis ici.

A cet égard, je demeure convaincu que sans une vision partagée des défis majeurs de développement agricole et de sécurité alimentaire durables, sans une solidarité appuyée entre les deux rives de la Méditerranée, sans une coopération renforcée entre nos pays, les nobles objectifs que nous poursuivrons ne seront point à la hauteur des attentes légitimes de nos citoyens, et je suis convaincu du rôle essentiel que le CIHEAM aura à jouer dans ce cadre. Il me reste, pour terminer, à remercier vivement, au nom du Ministre de l'Agriculture, Monsieur Lassaad Lachaal, les autorités algériennes et le CIHEAM, en souhaitant que les travaux de notre rencontre débouchent sur des résultats tangibles pour les populations des 2 rives de la Méditerranée.

Je vous remercie pour votre aimable attention.



TURQUIE / TURKEY

Mehmet Mehdi EKER

Minister for Food, Agriculture and Livestock

*Thank you chairman,
Mr. President,
Honorable Ministers,
Distinguished Delegates,
Dear Representatives of the Press,
Ladies and Gentlemen,*

At the very outset, I would like to thank to Excellency Abdelwahab Nouri, the Minister for Agriculture and Rural Development of Algeria and CIHEAM Secretariat for their valuable contributions to the arrangement of this meeting. I hope that this meeting would be beneficial for our countries and our region.

Honorable Ministers,

2013 was a much more stable year in comparison to last 5 years during which food security has been on the agenda.

Last year, FAO Food Price index decreased by a 1.6% and fell to 209.9, however this rate is still the third highest annual rate. As we all already know, the index reached its peak in 2011 with 231 points.

Distinguished Ministers, Dear Delegates,

5% of the World's population lives in CIHEAM member countries. According to World Bank data, agricultural production of the member states is 300 billion USD annually. This equals to 10% of the world's agricultural production. On the basis of these figures, we can say that our region is an important agricultural center. Therefore, in the future the potential problems of food security and agricultural production in our region will continue to be important and deserve special attention. Global warming and drought risk are the main challenges in this respect.

There are different scenarios regarding the food security in the Mediterranean region. According to Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) data, it is foreseen that, climate change and especially drought, will cause a decrease in agricultural production in the region. This would make hard to achieve food security in the region.

Moreover, water resources in the Mediterranean Basin are limited, unorganized and under threat. In order to meet the increasing demand for water, it is more important than ever to protect and use the water resources more effectively.

In parallel to the increase in income level, dietary habit of people is changing towards consumption of protein-rich foods. This corresponds to an increase in the necessity, for further production of animal and plant products. We believe, in the forthcoming period, CIHEAM member countries will have an important role in increasing productivity in agricultural production.

Honorable Ministers, Distinguished Delegates,

Due to the technological improvements in developed countries, agricultural productivity has almost reached to its limits. However, the least developed and developing countries have a potential in this respect. I believe that particularly in small-holder farms, productivity growth can be achieved at considerable levels. I think that United Nation's declaration of the year 2014 as the "year of family farming" is an important step to this end. In this context, CHIEAM members should strengthen their efforts to keep the smallholder farms in agricultural production.

Honorable Ministers,

The main theme of this meeting, 'Sustainable Food Systems', relates both to private and the public sector. It is important to ensure that food sector has principles in every step of production for sustainability.

Scarce natural resources, increase in population and demand, and efforts to increase production and efficiency, bring along the concerns regarding efficient use of resources. This requires more effective use of the food systems. Sustainable productivity and consumption has now become one of top agenda items in the world.

Sustainable food systems involve all the elements from primary production to consumption; namely; effective and efficient use of natural resources, sustainable diet, food loss and waste, recycling and environmentally friendly production.

Therefore, "Sustainable Food Systems", which is also the main theme of this meeting, is an important subject to which both public and private sector as well as the consumers should attribute more importance.

Honorable Ministers,

I would like to give you some brief information regarding the measures and policies that have been taken in terms of sustainable food security in my country, Turkey. We can classify the measures for Turkish agricultural sustainability under four different topics. These are;

- decreasing negative effects of climate change;
- increasing the level of quality and productivity in production;
- support of rural development and small farms;
- fight against food waste and food loss.

In order to mitigate negative effects of **global warming and climate change** on agriculture;

- ✓ combat Strategy and Action Plan against Agricultural Drought has been prepared and implemented;
- ✓ developing and extension of drought resistant seed varieties have been given the priority in research programs.

With the aim of increasing quality and yield in production:

- ✓ we support the use and production of certificated seeds, seedlings and saplings;
- ✓ strategies on animal registration have been developed for effective disease prevention and improvement of the quality of animal products;
- ✓ disease free farms are being supported since 2003.

With the aim of supporting rural development and small holder farms:

- ✓ rural Development Investment's Support Program with a certain percentage of grant that enables agriculture-industry integration is being implemented;
- ✓ our extension services can reach the remote production areas. 10.000 advisers have been employed in the country side and the villages;
- ✓ investments that provide added value, improve rural development and enhance farmer's life standards by increasing their income are being supported.

In order to combat food loss and waste:

- ✓ "Preventing Bread Waste" campaign was initiated in 2013;
- ✓ according to the first years's results, there is a 15% decrease in the waste of bread. In total, we achieved a sum of 1.4 billion USD savings.

We are ready and will be glad to share our experience to fellow countries and delegations.

Excellencies, Dear participants,

Research and Development is one of the most important instruments in productivity growth in agriculture. In this context 48 research institutes and stations have been established within the Ministry and the budget allocated to R&D is growing every year.

All necessary measures have been taken to protect Turkey's rich plant genetic resources as well as the genes of endangered species. In terms of capacity, the World's third largest Seed Gene Bank was established for this purpose.

Dear colleagues, in the last decade we initiated a strategic plan, adopted new policies and implemented some projects mainly aiming at increasing productivity of agricultural sector.

Thanks to all these efforts; Turkey has tripled its agricultural production value and now it is fully secure and self-sufficient in food production.

Turkey has achieved record of production in 2013 on wheat, maize and paddy rice. According to 2012 data, with almost 63 billion USD value of agricultural production Turkey is 7th in the globe and 1st in Europe. Share of agriculture in total exports is 11% and Turkey is net exporter on agricultural products.

Distinguished Delegates,

I would like to mention some achievements that are important for CIHEAM countries and my country is ready to cooperate;

- Plant Drought Test Center has been established within the Konya International Agricultural Research Institute, and now ready to serve both national and international researchers.

In this Center, especially ICARDA and other international organizations' experts have started to study.

Experts from Mediterranean countries and CIHEAM Institutes can work together in the fully controllable greenhouse, rain shelter and laboratories of the center.

- Medicinal and Aromatic Plants Center has been established within the Antalya West Mediterranean Agricultural Research Institute Center has the capacity to cultivate medicinal and aromatic plants in Mediterranean flora with its fully equipped 7 laboratories. The Center's infrastructure can allow researchers to carry out international research projects.

- Horticultural Crop Biotechnology Center has been established within Mersin Alata Horticulture Research Station.

In the Center, tests on horticultural crop and citrus plant tissue, DNA characterization and breeding works can be performed.

Center's infrastructure can allow research and training on Mediterranean flora's horticultural crops.

- After Spain and Morocco, World 3rd Olive Collection has been established within İzmir Olive Tree Cultivation Research Station.

In addition to genetic resources collected in Turkey, the center has also genetic material from other Mediterranean countries.

Olive tasting panel has been established at the station. Joint research projects and training programs can be implemented with the Mediterranean countries.

Distinguished Delegates,

CIHEAM countries held 9 Ministerial meetings so far. This is the 10th one. After each meeting a number of recommendations have been made. One of the most concrete steps about the recommendations is the establishment of an Agricultural Market Information System (MED-AMIN) within CIHEAM. As we all remember, the establishment of this structure was decided at the meeting held in Malta in 2012. I would like to propose to the Secretariat of CIHEAM to carry out a study in order to follow up the decisions taken during the previous Ministerial meetings and to include the results of this study as an agenda item at the next Ministerial Meeting.

Distinguished Delegates,

The existence of CIHEAM is an opportunity and a chance for member countries. However, there is a need to reorganize the activities of CIHEAM, considering recent possible threats to food security such as food, water and energy security, besides the climate change, drought, salinity, soil degradation, water scarcity, decline in biodiversity, price volatility etc.

Honorable Ministers,

Another suggestion for CIHEAM institutes may be the determination of Agricultural Investment Potential in the countries of CIHEAM. In this manner, we could have the information about the potential investment areas in the countries and we can encourage either public or private sector to invest in these areas.

Honorable Ministers, Distinguished Delegates,

Taking this opportunity, I would like to inform you that EXPO 2016 will be held in Antalya in 2016 with the theme "Flowers and Children". It is expected that 8 million people from over 100 countries and 30 international organizations will participate in this significant event. Official invitations have already been sent to your esteemed ministries. I would like to reiterate that I will be glad to host you in Antalya.

Before concluding my words, I would like to express once again that we are ready to cooperate with CIHEAM member countries in agriculture. I wish a successful meeting and I want to thank all participants.



ALBANIE / ALBANIA

Jani BABI

Deputy Minister for Agriculture, Rural Development and Water Management

*Your Excellency Minister Abdelwahab Nouri,
Honorable Director General of FAO Mr. Graziano da Silva
Honorable Mr. President El-Beltagy,
Honorable Secretary General Mr. Lacirignola,
Honorable Excellencies Ministers, ambassadors and representatives of international organizations,
Ladies and Gentlemen,*

Allow me on behalf of the Albanian delegation to express my sincere thanks to Mr. Abdelwahab Nouri and to thank Algerian authorities for the invitation to participate in this ministerial meeting of CIHEAM member countries as well for the very warm and friendly hospitality reserved in the beautiful city of Alger.

I take the opportunity to bring the greetings of Minister of Agriculture of Albania His Excellency Mr. Edmond Panariti and his wishes for the successful proceeding of this event.

The reason that joins us here today "Sustainable food security in the Mediterranean, actual situation and perspectives" is as current, as well as strategic and vital for us and for the future generations because it focuses on sustainable food security and prospects.

In Albania, as in all Mediterranean countries, agriculture represents an added value, since almost fully covers the needs of the population with agricultural products of the season. Labour force in the agricultural sector, is a source of employment for about 50% of the working age population, while 46.5% of the population lives in rural areas. It constitutes the main source of income of most families in rural areas.

Agriculture plays an important role in the Albanian economy. It provides about 17.3% of GDP and agricultural development policies have contributed significantly to the economic and social development of agriculture and rural communities.

In the frame of objectives and commitment for the membership of Albania in EU the Albanian Government has undertaken policies to strongly support this sector with funds and special programs in support of the farmers for the increase of agriculture production, typical products with particular characteristic related with the tradition and our cultural heritage .

In the new program it is foreseen the support of agrobusiness for the processing of agricultural products and their marketing. Investments would be made in the field of irrigation and drainage, for the protection of the land from erosion in order to reduce the effect of climatic changes in agriculture production noticed during the last years.

A sustainable and long term solution depends on financing the investments in agriculture as well as the improvement of rural infrastructure. The agriculture development is also important for the improvement of life standard of farmers' families and poverty alleviation in the rural areas.

We are conscious that the strategies need funds for the investments and vision, but above all they require representation of all the people, especially of the poor considering the agriculture as a sector that has a direct impact on the incomes increase and food security.

In the draft Intersectorial strategy for agriculture and rural development 2014-2020 which is expected to be approved by the Albanian government it is foreseen the implementation of an ambitious program for the development of agriculture and rural development, protection of environment, food security, the fight against poverty, the implementation of good agricultural practices, protection of biodiversity, health and animal welfare, protection of natural resources, fisheries and aquaculture. A special attention is being paid to the diversification as non-agricultural employment opportunities for youth and women in rural areas.

Honorable Ministers and participants,

I would like to appreciate the contribution given by the CIHEAM for the training in the short and long courses of Albanian experts, technical assistance, implementation of different projects and the fruitful cooperation with the four Mediterranean Institutes, cooperation which it is expected to be extended further with recent developments aiming an increase of the participation of Albanian students in such courses.

I am confident that this meeting will further encourage the debate and boost the capacity of CIHEAM, will mobilize all levels in the Mediterranean region to strengthen cooperation on issues facing Mediterranean agriculture, strengthening the dialogue between our member countries especially to those European Union members to support us for a sustainable development of agriculture, implementation of joint projects in the dynamism of the private sector in overcoming the challenges and economic constraints arising from the globalization of exchanges of agricultural products.

In such context we greet the support of CIHEAM for the establishment, in the meeting of Paris on January 2014 Mediterranean network of cereals market as it is named the network MED-AMIN, where Albania participates as a member country. The establishment of this network is in line with the measures for a sustainable agriculture and will strengthen the exchange of information between the countries of the region and will serve as a tool to improve food security.

Appreciating the proceedings of this meeting and interventions of colleagues ministers allow me to thank you for your attention and express optimism that sincere and constructive dialogue certainly will serve a fruitful cooperation and solidarity among member states of our organization for harmonious development of sustainable agriculture in order to face the challenges of the global economy.

Dear Ministers, Dear President of CIHEAM, Dear Mr. Lacirignola,

I take this opportunity to express the desire that next meeting of ministers of CIHEAM in 2016, to be held in Tirana.

Thank you for your attention.

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

Interventions des Organisations internationales

Adresses by International Organisations



COMMISSION EUROPEENNE / EUROPEAN COMMISSION

Jerzy Bogdan PLEWA

Directeur général – Direction Générale de l'Agriculture et du développement rural

*Monsieur le Président du CIHEAM,
Monsieur le Secrétaire Général du CIHEAM,
Mesdames et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs,*

C'est avec un immense plaisir que je participe à cette réunion ministérielle. Cela me donne l'occasion pour la première fois de faire connaissance avec l'Algérie et je voudrais remercier M. le Ministre Nouri de son chaleureux accueil. Je voudrais aussi féliciter le CIHEAM pour l'organisation de cette rencontre.

Mesdames et Messieurs,

[Sécurité alimentaire]

Le thème retenu aujourd'hui : « Comment réduire l'insécurité alimentaire » fait partie des objectifs de la politique agricole commune de l'Union européenne. Depuis plusieurs années déjà, la sécurité alimentaire et la nutrition sont des priorités sur l'agenda international.

Le concept de sécurité alimentaire a beaucoup évolué au cours des années. Lorsque le nombre de pays exportateurs nets était beaucoup plus élevé qu'aujourd'hui, la sécurité alimentaire était associée à la protection des agriculteurs nationaux et donc au protectionnisme.

Maintenant que le nombre de pays importateurs nets est plus élevé, la disponibilité et l'accès jouent un rôle capital, notamment dans un contexte d'augmentation des prix alimentaires.

Aujourd'hui, près de 1 milliard de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire, alors même que le monde produit à présent assez de nourriture pour tous. Paradoxalement, beaucoup de ceux qui sont sous-alimentés sont eux-mêmes des agriculteurs.

Selon la FAO, la demande alimentaire devrait augmenter d'au moins 60 pour cent d'ici à 2050. Nous devons repenser notre façon de produire et de consommer.

La priorité doit être mise sur l'intensification d'une agriculture durable – produire des denrées alimentaires de manière efficace afin d'être en mesure de répondre à une raréfaction de l'eau, des terres et des approvisionnements énergétiques.

[L'agriculture au centre de nos agendas]

Le G20 et la dernière réunion Ministérielle 5 + 5 de novembre à Alger ont recommandé le développement de certaines pistes face au contexte et défis de la sécurité alimentaire dans le monde : face aux crises alimentaires et la volatilité des prix alimentaires, il faut placer l'agriculture à la fois au centre de l'agenda international et au cœur des politiques nationales.

En outre, il faut considérablement augmenter le soutien à la recherche et développement, à la vulgarisation et à l'innovation, axés sur l'agriculture. A cet égard, l'Union européenne a mis en route le Programme de recherche et innovation Horizon 2020.

Enfin, il faut apporter une collaboration accrue avec les partenaires pour partager l'expertise technique.

Mesdames et Messieurs,

[Changement climatique]

Un autre défi pour la sécurité alimentaire mondiale future est le changement climatique. Déjà, les événements climatiques extrêmes se multiplient, affectant notamment la production agricole. Dans les décennies à venir, on prévoit que le changement climatique aura un effet global négatif sur la production agricole et nous rapprochera des seuils critiques - ou nous les fera dépasser - dans de nombreuses régions, particulièrement les zones souffrant actuellement d'insécurité alimentaire.

Pour réduire les impacts négatifs du changement climatique sur les ressources alimentaires, il est urgent d'accroître à grande échelle la capacité d'adaptation de nos agricultures. Nous devons faire converger nos efforts pour mettre en place des systèmes de production agricoles plus résistants au climat et qui utilisent de façon efficiente des ressources de plus en plus rares et coûteuses. De plus, il convient de stimuler la production alimentaire notamment dans les pays en développement.

Mesdames et Messieurs,

[L'agriculture pourvoyeur d'emploi]

L'agriculture représente l'un des secteurs clés des pays en développement en termes d'emploi. La renforcer contribuerait non seulement à la sécurité alimentaire et à la nutrition,

mais aussi à l'éradication de la pauvreté. Toutefois, beaucoup reste à faire. Il y a notamment un sous-investissement notable dans l'agriculture et dans la chaîne alimentaire.

[ENPARD – la réponse de l'UE à la problématique du monde rural]

Sur base de l'expérience de l'UE en matière de réforme de l'agriculture et des zones rurales, en particulier dans les pays en pré-adhésion à l'UE, nous sommes arrivés à la conclusion que nos bonnes pratiques étaient peut être transférables aux pays européens du voisinage.

Face aux événements socio-politiques qui se sont produits dans plusieurs pays de cette rive de la Méditerranée, il était urgent que l'UE donne une réponse rapide à la problématique du monde rural.

L'initiative ENPARD – initiative pour l'Agriculture et le Développement Rural dans les pays du voisinage – a été lancée en 2011. Ses objectifs sont triples :

- améliorer les moyens de subsistance en zone rurale en facilitant la croissance économique et le développement durable,
- contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions sanitaires,
- développer et renforcer les capacités des administrations publiques et de la société civile, en encourageant une approche participative.

Mesdames et Messieurs,

Avec ENPARD, l'UE se propose d'aider les pays partenaires à préparer leur stratégie agricole et de développement rural à long terme, en coopération étroite avec toutes les parties concernées, et en renforçant les capacités institutionnelles au niveau national et local.

Nous avons appris qu'il est essentiel de renforcer la capacité des petits producteurs et des communautés à résister aux crises et stimuler la résilience et la croissance à long terme.

L'Union européenne est prête à appuyer ses partenaires dans ce domaine dans le cadre de sa politique du développement. Nous sommes actuellement en train de fixer les priorités de notre aide pour les années 2014-2020. Il est donc essentiel que vous, partenaires, choisissiez l'agriculture comme domaine d'action prioritaire. C'est maintenant qu'il faut choisir.

Mesdames et Messieurs,

[Renforcer la coopération régionale et le transfert d'expériences]

La coopération régionale dans le domaine du développement rural mais doit également être consolidée dans les rapports entre les régions du Sud. L'initiative ENPARD propose des pistes dans ce sens.

Le Bassin Méditerranéen possède une importante source de connaissances techniques pouvant contribuer d'une manière très efficace au développement de vos pays.

Dans ce contexte, l'Union européenne a pris deux engagements:

- d'une part, doubler l'effort de recherche au niveau européen pour développer la production agricole ;
- d'autre part, augmenter l'effort de recherche européen sur des programmes agronomiques adaptés à vos pays.

Mesdames et Messieurs,

[Conclusions]

L'Union européenne continuera à jouer un rôle clé pour placer l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition au plan international.

Plusieurs événements majeurs vont avoir lieu sur ces thèmes:

- la Conférence Régionale de la FAO pour l'Europe à Bucarest en avril ;
- la Conférence Internationale sur la Nutrition à Rome en novembre ;
- sans oublier que 2014 est l'Année internationale de l'Agriculture familiale ;
- et enfin l'exposition universelle 2015 à Milan.

Ces rendez-vous offrent à l'Union européenne de multiples occasions pour démontrer son soutien aux petits agriculteurs.

Finalement, je tiens à souligner la responsabilité des décideurs dans la mise en œuvre des politiques agricoles qui répondent aux attentes des populations.

L'UE apporte sa contribution à l'édifice et invite tous les participants à accélérer les mesures structurelles dans le respect d'une agriculture plus proche du citoyen, plus efficace, durable dans le temps et qui tient compte de l'environnement.

Je vous remercie pour votre attention.

OCDE / OECD

Dimitris DIAKOSAVVAS

Senior Economist – Trade and Agriculture Directorate

*Mr President,
Excellencies,
Distinguished representatives,
Ladies and Gentlemen,*

It is an honour and a great pleasure to participate in your meeting, representing the OECD, which is, as you know, one of the co-founders of CIHEAM.

Let me start by recalling that OECD is somewhat different from other international organisations in so far as we do not offer technical agronomic services, loans or grants; nor do we not negotiate international agreements, or implement policy. Our role is to provide evidence-based, policy-relevant economic analysis and advice to help governments improve the performance of their policies.

Eliminating hunger and malnutrition, and achieving wider global food security are among the most intractable challenges facing humanity. Despite the voluminous analytical work that has been produced and the several Action Plans that have been proposed by the international community, the issue of food insecurity continues to feature prominently on policymakers' agenda.

As other distinguished speakers have emphasised, food security is a multifaceted and multidimensional issue, and I would therefore like to briefly highlight some lessons drawn from OECD analytical work:

First, while agriculture has played – and will continue to play – a predominant role in reducing food insecurity, food insecurity is, first and foremost, the result of poverty and inadequate incomes, and needs to be targeted by policies that go beyond the sphere of agriculture – for example, improvements in education and primary healthcare can strengthen income growth. Equally important is the overall investment climate, which depends on fundamental factors such as peace and stability, sound macroeconomic management, good

governance and efficient institutions, well-defined land and water property rights, and adequate physical infrastructure.

Second, a common element of many of these policies is their interdependence. Ensuring coherence across various objectives, policies and sectors is an essential factor in identifying ways to improve policy performance and achieve the aim of food security.

Third, future challenges relating to greater pressures on natural resources, the uncertainty associated with the impacts of climate change – and also the effects of nutritional changes in major emerging economies – all imply that a “business as usual” economic growth model is not a viable option. Productivity per se is no longer the ultimate goal in agricultural and food production. It must also encompass the areas of resource sustainability and nutrition.

Fourth, as the benefits of growth have not resulted in an automatic trickle-down effect, economic growth models are now being recast, with the aim of creating more equal societies. We need to look for approaches that foster economic growth in a more inclusive manner, where the gap between rich and poor is less pronounced and the “growth dividend” is shared more equitably.

Your Excellencies, Ladies and Gentlemen,

Progress is being made, but much more can and needs to be done. An important – and immediate – contribution that OECD countries can make is to accelerate the reform of those policies that are the most production-distorting and the most harmful to the environment. Although OECD countries have made a concerted effort to reduce the forms of agricultural support that have the most production-distorting and environmentally harmful impacts, our analysis shows that such support still constitutes half of the total support accorded to agricultural producers in the OECD area, while support that can, potentially, generate the most environmentally beneficial effects accounts for only 8% of total support.

In the current context of high agricultural prices, now is a good time to move rapidly towards the adoption of alternative policy instruments in order to foster sustainable productivity growth, underpinned by appropriate risk management and social protection policies.

Getting world food markets to function more smoothly and achieving economic growth (both in the short and long run) will also require wider efforts at the multilateral level. The WTO agreement reached in Bali last December – which also addressed countries’ specific concerns, particularly those of developing countries, in the area of agriculture and food security – represents an important milestone.

Also of utmost importance are initiatives by G20 governments, particularly those which seek to tackle price volatility and improve the functioning of world markets, and those which strive to achieve sustainable agricultural productivity growth (and bridge the gap for smallholders). OECD has provided – and continues to provide – analytical expertise to these initiatives.

But at the end of the day, national governments alone have the responsibility for putting in place such policy recommendations and Action Plans. In this respect, effective institutions are key to better implementation. Without strong, smart and trusted institutions our efforts to deliver better policies for better lives will be undermined.

In closing, both the current market situation and medium-term outlook pose important challenges for policymakers. But there are also opportunities for farmers worldwide. The solution encompasses both national and international actions. With growing food demand from a larger and more wealthy population, and increased pressure on natural resources – particularly water and land – it is only international collaboration that will make it possible to render the impact of our efforts more successful and cost-effective.

Thank you for your attention.

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

Conclusions du séminaire international

Conclusions of the International Seminar

Séminaire Technique International
« Le développement rural en Méditerranée »
4-5 février 2014, Alger

RECOMMANDATIONS

Le séminaire technique international sur « Le développement rural en Méditerranée », organisé conjointement par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural algérien et le CIHEAM, à Alger les 4 et 5 février 2014, avait pour objectifs principaux de :

- présenter un état des lieux des territoires ruraux en Méditerranée, en dégagant un consensus sur de nouvelles approches du développement rural, des priorités à afficher et les bonnes pratiques à encourager ;
- s'accorder sur des conclusions opérationnelles, notamment en termes d'actions nationales et de coopération régionale.

Ce séminaire a permis d'appréhender les principales contraintes et enjeux liés aux cinq thèmes suivants :

- les territoires ruraux face aux défis de l'attractivité et de la compétitivité ;
- diversité des territoires, diversité des agricultures, produits de terroir et promotion des signes de qualité ;
- durabilité des ressources et appui aux agricultures familiales en Méditerranée ;
- les soutiens aux jeunes entrepreneurs et aux femmes en zones rurales ;
- le renforcement des capacités des acteurs.

PRINCIPAUX CONSTATS ET ETAT DES LIEUX

Dans les pays membres du CIHEAM et malgré les améliorations constatées consécutives à des interventions publiques et grâce au rôle accru d'acteurs privés et associatifs, des défis importants restent encore à relever dans les zones rurales.

Il s'agit d'abord de la pauvreté et des inégalités, du chômage, qui touche notamment les jeunes ruraux, et de la situation socio-professionnelle encore précaire des femmes rurales.

Certains territoires ruraux restent en marge des centres majeurs de production et de consommation, majoritairement urbains, et de ce fait n'exercent qu'une faible attractivité.

La raréfaction des ressources naturelles (eau, sols, faune et flore...), conjuguée aux risques des changements climatiques globaux, constitue également une menace majeure pour la sécurité alimentaire.

Ceci accentue le déséquilibre du développement des territoires ruraux dans les pays méditerranéens, nécessitant la réhabilitation des plus vulnérables, pour leur permettre d'offrir un meilleur cadre de vie aux populations rurales et de contribuer à la croissance économique nationale.

Des politiques publiques spécifiques, multisectorielles et participatives, là où elles existent, contribuent fortement à la réduction des inégalités, au développement des territoires ruraux et à leur compétitivité.

RECOMMANDATIONS

A la suite de ces constats, les recommandations suivantes ont été faites :

Recommandations générales :

- envisager la croissance inclusive comme une voie globale et durable de développement des territoires ruraux, indispensable à la stabilité et à la cohésion sociale ;
- adopter une approche intégrée du développement rural par une coordination des politiques sectorielles, l'harmonisation des approches à différentes échelles spatiales et temporelles et la prise en compte des dimensions économiques, sociales et environnementales ;
- appuyer la mise en place de systèmes de suivi-évaluation de la mise en œuvre des politiques de développement durable des territoires ruraux.

En matière de développement des territoires et de diversification des activités :

- renforcer les équipements, les infrastructures et les services de base en milieu rural afin de contribuer au bien-être des citoyens ;
- coordonner les politiques sectorielles (agricoles, économiques, régionales, environnementales, sociales...) en s'appuyant sur des collectivités territoriales renforcées et la société civile ;
- mener des politiques nationales renforçant l'aptitude des économies rurales à se diversifier par des mesures incitatives (fiscalité, crédits, formations, services) et à créer ainsi des emplois, notamment dans les économies verte, sociale et solidaire ;

- poursuivre et encourager les efforts d'investissement dans l'agriculture durable et améliorer la connexion des exploitations agricoles aux marchés en favorisant le développement de systèmes logistiques appropriés ;
- apporter un appui aux agriculteurs, par les services, au premier rang desquels le conseil agricole, la recherche et la formation, et promouvoir l'innovation ;
- mener des politiques publiques contribuant à valoriser les produits de terroir et de qualité qui répondent aux attentes des consommateurs ;
- développer les activités non agricoles – notamment le tourisme responsable, les activités de valorisation des patrimoines matériels et immatériels et des traditions et savoirs locaux, la transformation des produits agricoles au sein d'unités de petite et moyenne dimensions, développer les unités de négoce, les sociétés de services, les entreprises artisanales et les nouveaux métiers ruraux – qui jouent un rôle important en fournissant des emplois et des revenus et en permettant aux populations rurales d'améliorer leur niveau de vie et leur résilience.

En matière de pérennisation des ressources naturelles et d'amélioration des conditions de vie des populations rurales :

- placer l'agriculture familiale au cœur du développement rural, en posant en premier lieu un cadre législatif approprié à sa reconnaissance et des politiques appropriées à son développement, considérant que cette agriculture est garante d'une gestion équitable et durable des ressources ;
- viser à réduire les inégalités et à assurer une protection sociale des populations rurales ;
- favoriser le développement des activités des femmes rurales et des jeunes et accroître leur autonomisation par une formation initiale et continue et des mesures d'accompagnement appropriées et adaptées à la diversité interne de ces deux groupes cibles afin de renforcer la résilience et la cohésion sociale des campagnes méditerranéennes ;
- renforcer la protection et la valorisation durable des ressources naturelles, à travers la promotion des bonnes pratiques et des instruments de gestion environnementale appropriés ;
- inventorier, valider et diffuser les savoirs locaux et les bonnes pratiques liées à l'environnement, aux investissements responsables, à la gestion des habitats naturels et des écosystèmes spécifiques (forestiers, oasiens, ...) et à la transition agro-écologique ;

- consolider et renforcer les politiques de préservation et de réhabilitation des espaces ruraux dégradés et sensibles, menées dans le cadre de la stratégie de lutte contre l'érosion et la désertification ;
- renforcer les actions d'adaptation aux changements climatiques au niveau des programmes de développement durable des territoires ruraux, en ciblant prioritairement les zones les plus vulnérables.

En matière de renforcement des capacités des acteurs :

Il s'agit :

- d'assurer la transition vers un nouveau modèle de développement rural durable permettant la mise en place de stratégies agricoles et rurales ambitieuses en améliorant les capacités des acteurs ;
- de renforcer la gouvernance territoriale inclusive et les méthodes participatives pour associer tous les acteurs concernés de manière équitable et transparente, dans un croisement fécond de compétences et de savoirs.

Pour cela, il est recommandé de :

- faire de la formation continue des différents acteurs et de l'assistance technique une priorité dans les politiques et programmes de développement rural ;
- faire découvrir les nouveaux métiers et les nouveaux visages de l'agriculture et du développement rural par la formation initiale et l'apprentissage ;
- renforcer la capacité des institutions publiques à élaborer et conduire des politiques concertées et à assurer leur synergie au bénéfice des territoires ;
- appuyer l'émergence et le renforcement des organisations de producteurs agricoles ;
- encourager les réseaux, clusters, pôles agro-alimentaires intégrés, partenariats publics-privés dans le but de créer et de partager des expériences et des connaissances ;
- mutualiser les ressources entre les différents acteurs et/ou localités rurales en renforçant les approches intersectorielles et la coopération entre les acteurs territoriaux.

En matière de coopération régionale dans le domaine du développement rural :

La coopération régionale est à déployer dans les secteurs où les atouts, les bonnes pratiques et les expériences acquises par les uns sont mis au service des autres, en encourageant

les partenariats entre acteurs territoriaux homologues. Elle est consolidée à la fois dans un cadre Sud-Sud et entre le Nord et le Sud de la Méditerranée.

Aussi, devra-t-elle :

- appuyer les pays et leurs institutions notamment dans le domaine de la recherche, du conseil, de l'innovation, du renforcement des capacités, des instruments relatifs aux marchés, à l'organisation des producteurs, aux normes et aux indicateurs de mesure du développement rural durable ;
- favoriser le partage des expériences acquises en utilisant notamment les instruments de jumelage entre régions rurales, en organisant des visites sur des sites intégrant des projets et réseaux exemplaires ;
- encourager les projets communs impliquant les acteurs, les institutions et mobilisant les bailleurs de fonds.

En matière de programmes opérationnels :

- encourager la synergie des appuis institutionnels dans le cadre de la coopération internationale pour le renforcement des capacités humaines ;
- mettre l'accent sur la planification participative des programmes de développement, sur les procédures de gestion et de suivi-évaluation des actions entreprises et des politiques agricoles et rurales avec comme objectif premier l'atteinte des populations cibles à travers des approches et des méthodes d'intervention appropriées ;
- conduire le renforcement des compétences techniques et managériales de l'ensemble de l'encadrement pour une amélioration du niveau de connaissances et du savoir-faire des bénéficiaires ;
- poursuivre et renforcer, dans ses dimensions nationales et régionale, l'initiative ENPARD (Programme européen de voisinage pour l'agriculture et le développement rural) proposée en 2011 par l'Union Européenne, parce qu'elle constitue une réponse forte et coordonnée aux défis identifiés par ce séminaire et aux attentes formulées pour une meilleure prise en compte de l'agriculture et des territoires ruraux.

Cette initiative doit continuer d'appuyer le renouveau des politiques agricoles et rurales dans les pays partenaires, dans un contexte de réformes politiques et institutionnelles, et favoriser le partage d'expériences et des bonnes pratiques entre les pays de la rive Sud et Nord ;

- mobiliser le CIHEAM, en tant qu'instrument privilégié, pour appuyer et animer la coopération régionale afin de :

- ✓ répondre aux besoins formulés par les pays en matière de formation, de recherche et d'actions concrètes pour le développement ;
- ✓ soutenir les pays et leurs institutions nationales à travers le renforcement des capacités, le conseil et la coopération, notamment dans le domaine de la sécurité alimentaire et du développement rural ;
- ✓ et qu'il poursuive son implication dans des partenariats et des projets communs qui œuvrent à la construction euro-méditerranéenne en matière de formation, de recherche, d'innovation et de développement agricole et alimentaire, à l'image de MED Spring, ARIMNet 2, Feeding Knowledge et EranetMed.

International Seminar
“Rural Development in the Mediterranean Area”
4 and 5 February 2014, Algiers
Recommendations

The Algerian Ministry of Agriculture and Rural Development and the CIHEAM co-organized an international technical seminar on “Rural Development in the Mediterranean”, in Algiers on 4 and 5 February 2014 which aimed at:

- providing an overview of rural areas in the Mediterranean areas, generating consensus around new approaches to address rural development priorities and identifying good practices to encourage;
- reaching practical conclusions, especially in terms of national actions and regional cooperation.

The seminar allowed the identification of main constraints and issues related to the following five themes:

- rural areas facing the challenges of attractiveness and competitiveness;
- diversity of territories and agriculture, promotion of quality labels and local agricultural products;
- sustainability of natural resources and support to family farming in the Mediterranean;
- support to women and young entrepreneurs in rural areas;
- capacity building of stakeholders.

MAIN FINDINGS AND STATE OF PLAY

In CIHEAM Member countries, despite the consecutive improvements following public interventions and thanks to the increased role of private and civil society actors, significant challenges still remain to be tackled in rural areas.

They concern poverty and inequalities, unemployment, which particularly affects rural youth, and the still precarious socio-professional situation of rural women.

Some rural areas remain outside the major centers of production and consumption, mostly urban, and therefore have only a limited appeal.

The scarcity of natural resources (water, soil, flora and fauna ...), combined with risks related to global climate changes, is also a major threat to food security.

This highlights the imbalance of development of rural areas in the Mediterranean countries, requiring the rehabilitation of the most vulnerable areas, in order to provide a better living environment for rural populations and contribute to national economic growth.

Specific, participatory and multi-sectorial public policies, where they exist, contribute significantly to the reduction of inequalities, the development of rural areas and their competitiveness.

RECOMMENDATIONS

The recommendations that ensue from these points are the followings:

General recommendations:

- consider inclusive growth as a global and sustainable path for the development of rural areas, an essential condition for stability and social cohesion;
- adopt an integrated approach to rural development through the coordination of sectorial policies, harmonization of approaches at different spatial and temporal scales and taking into account economic, social and environmental dimensions;
- support the establishment of evaluation and monitoring systems for the implementation of sustainable development policies in rural areas.

In terms of regional development and diversification of activities:

- strengthen equipment, infrastructures and basic services in rural areas in order to contribute to the welfare of all citizens;
- coordinate sectorial policies (agricultural, economic, regional, environmental and social) by relying on civil society and reinforced local authorities;
- conduct national policies that strengthen the ability of rural economies to diversify through incentives (tax, credit, training, services) and create jobs, notably on green, social and solidarity economies;
- preserve and encourage investment efforts in sustainable agriculture and improve farmers access to markets by encouraging the development of appropriate logistical systems;

- provide support to farmers through services, the first of which extension, research and training, and promote innovation;
- implement policies to add value to local products and promote quality products that meet consumers' expectations;
- develop non-agricultural activities - including responsible tourism, business valuation of tangible and intangible heritage, traditions and local knowledge, processing of agricultural products within units of small and medium size, develop trade, services, craft enterprises and new rural businesses - which play an important role in providing jobs and income and enabling rural people to improve their living standards and their resilience.

In terms of sustainability of natural resources and improvement of living conditions of rural populations:

- place family farming at the heart of rural development, first with an appropriate legislative framework for its recognition and with appropriate policies for its development, considering that agriculture guarantees a fair and sustainable resource management;
- aim to reduce inequalities and ensure social protection of rural populations;
- promote rural women and youth activities as well as their empowerment by increasing their initial and ongoing training with appropriate and adapted measures tailored to their internal diversity with the aim of strengthening the resilience and social cohesion of Mediterranean regions;
- strengthen the protection and sustainable use of natural resources through the promotion of best practices and appropriate environmental management tools;
- identify, validate and disseminate local knowledge, and best practices related to responsible investments, environment, management of natural habitats and specific ecosystems (such as forests, oasis...) and agro-ecological transition;
- consolidate and strengthen policies for the preservation and rehabilitation of degraded and sensitive rural areas, as part of the strategy to fight against erosion and desertification;
- strengthen adaptation measures to climate change in sustainable development programmes of rural territories, primarily targeting the most vulnerable areas.

In terms of stakeholders' capacity building

The needs are as follow:

- ensure the transition to a new model of sustainable rural development to permit the implementation of ambitious agricultural and rural policies by improving the capacity of stakeholders;
- strengthen local governance, inclusive and participatory methods to involve all stakeholders in a fair and transparent manner, in a fruitful crossing of skills and knowledge.

To do that, it is recommended to:

- make a priority of actors' training and technical assistance in rural development policies and programmes;
- use initial education and learning by doing to promote new jobs and new faces of agriculture and rural development;
- strengthen the capacity of public institutions to develop and conduct coordinated policies and ensure synergies for the benefit of territories;
- support the emergence and reinforcement of farmers' organizations;
- encourage networks, clusters, agri-food integrated systems, and public-private partnerships to create and share experiences and knowledge;
- pool resources between different actors and / or rural communities by strengthening inter-sectorial approaches and cooperation between local players.

In terms of regional cooperation in the field of rural development:

Regional cooperation is to be deployed in areas where strengths, good practices and experiences of each are offered to others, encouraging partnerships between local actors. It should be consolidated in both South-South framework and between the North and South of the Mediterranean.

And, it has also to:

- support the countries and institutions especially in the field of research, consultancy, innovation, capacity building, instruments relating to markets, farmers' organizations, standards and indicators for measuring sustainable development of rural areas;
- promote sharing of experiences by using instruments such as twinning programmes between rural areas, visits to integrated projects sites and exemplary networks;

- encourage joint projects involving actors, institutions and mobilizing donors.

In terms of operational programs:

- encourage synergy of institutional support in the framework of international cooperation for human capacity building;
- emphasize a participatory planning of development programmes, management procedures, monitoring and evaluation of actions and agricultural and rural policies, with the primary objective of reaching targeted populations through appropriate interventions;
- strengthen technical and managerial skills of all executive officers for improving their level of knowledge and skills;
- continue and strengthen, in its national and regional dimensions, the ENPARD initiative (European Neighbourhood Programme for Agriculture and Rural Development) proposed in 2011 by the European Union, as a strong and coordinated response to challenges identified by the seminar and expectations formulated for better recognition of agriculture and rural areas;
- this initiative must continue to support the renewal of agricultural and rural policies in partner countries, in a context of political and institutional reforms, and promote the sharing of experiences and good practices between countries of South and North of the Mediterranean;
- mobilize CIHEAM as a major instrument to support and facilitate regional cooperation in order to:
 - ✓ meet the needs expressed by countries in terms of training, research, and concrete actions for development;
 - ✓ support countries and their institutions through capacity building, advice and cooperation, particularly in the area of food security and rural development;
 - ✓ continue its involvement in partnerships and joint projects working in the Euro-Mediterranean integration of training, research, innovation and agriculture and food systems development, in programmes such as MED Spring, ARIMNet 2, Feeding Knowledge and EranetMed.

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

RECOMMENDATIONS

*à l'issue de la 10^{ème} réunion des
ministres de l'Agriculture, de l'Alimentation
et de la Pêche des pays membres du CIHEAM*

Alger, le 6 février 2014

RECOMMENDATIONS

*Issued at the close of the 10th meeting of
the CIHEAM member countries' Ministers
of Agriculture, Food and Fisheries*

Algiers, 6th February 2014



**10^{ÈME} RÉUNION DES MINISTRES DE L'AGRICULTURE
DES PAYS MEMBRES DU CIHEAM**

Alger – 6 février 2014

DECLARATION FINALE

A l'invitation de S.E. Abdelwahab Nouri, Ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'Algérie, les ministres de l'Agriculture des 13 États membres du Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (CIHEAM), ou leurs représentants, se sont réunis à Alger le 6 février 2014.

Les ministres et les chefs de délégation,

CONSIDERANT

- la Conférence Euro-Méditerranéenne sur l'Agriculture, qui s'est tenue à Venise le 27 novembre 2003, au cours de laquelle les 37 pays présents ont souligné « *l'importance accrue que la Communauté attache aux exigences du développement rural durable, à la préservation de l'agriculture dans les zones défavorisées et de montagne ainsi qu'au caractère multifonctionnel de l'agriculture impose une prise en compte adéquate de ces sujets dans les relations entre la Communauté européenne et ses partenaires de la Méditerranée* » ;
- les recommandations de la 8^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des 13 États membres du CIHEAM, qui a eu lieu à Istanbul le 8 mars 2010 sur le sujet de « *l'impact du changement climatique sur la sécurité et la sûreté alimentaire dans la région méditerranéenne* » ;
- les recommandations de la 9^{ème} réunion des ministres de l'Agriculture des 13 États membres du CIHEAM, qui s'est déroulée à Malte le 27 septembre 2012 sur le sujet de « *la sécurité alimentaire et la volatilité des prix des produits alimentaires au sein des pays de la Méditerranée* » ;
- la Déclaration finale de la 1^{ère} Conférence Ministérielle du Dialogue 5+5 sur l'agriculture et la sécurité alimentaire, qui a eu lieu à Alger le 27 novembre 2013.

RAPPELANT

- que le Droit à l'alimentation est consacré à l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948 et que des directives volontaires visant à soutenir la réalisation progressive du droit à une alimentation adéquate dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale ont été adoptées par les 187 États membres du Conseil général de la FAO le 23 novembre 2004 ;
- la Déclaration du Sommet mondial sur la sécurité alimentaire, qui a eu lieu les 16-18 Novembre 2009 à la FAO, en particulier l'engagement des chefs d'Etat et de gouvernements à inverser la diminution des financements nationaux et internationaux pour l'agriculture dans les pays en développement, à promouvoir de nouveaux investissements en vue d'accroître la production agricole durable, à

unir leurs efforts et leur expertise pour concrétiser le Partenariat mondial pour l'agriculture, la sécurité alimentaire et la nutrition, et prendre toutes les mesures nécessaires, y compris au niveau régional, afin d'améliorer la sécurité alimentaire ;

- que des mesures ont été envisagées en faveur de la sécurité alimentaire et de la lutte contre la volatilité des prix agricoles dans les forums internationaux, en particulier au sein de la FAO, du G8 (sommet de juillet 2009 à L'Aquila) et du G20 (sommet de novembre 2011 à Cannes) ;
- la Conférence des Nations-unies sur le développement durable dite « Rio+20 » (sommet de Rio de Janeiro en juin 2012), les deux dernières Conférences de la FAO sur la sécurité alimentaire (38^{ème} session de la Conférence de la FAO en juin 2013 et réunion ministérielle sur les prix alimentaires le 7 octobre 2013) et les sessions du Comité de la Sécurité Alimentaire mondiale depuis sa réforme en 2009, qui ont débattu sur ce sujet.

CONSTATANT

- les progrès accomplis au cours des dernières années dans le renforcement du développement agricole, alimentaire et rurale dans la région méditerranéenne, grâce aux politiques nationales menées par les Etats mais également à travers les outils de coopération mis en œuvre par les organisations internationales.

CONSCIENTS

- que la sécurité alimentaire relève de multiples facteurs corrélés qu'ils soient agricoles, environnementaux, démographiques, sociaux, territoriaux, économiques ou politiques, et qu'une approche holistique est nécessaire pour traiter de cette question et qu'elle conditionne le développement, la stabilité et la paix dans la région ;
- que la sécurité alimentaire dans toutes ses dimensions doit représenter un pilier fondamental de la coopération régionale dans la région méditerranéenne et illustre le degré d'interdépendance entre les pays riverains ;
- de l'intérêt de renforcer la coopération méditerranéenne à travers les échanges d'expériences sur les politiques agricoles et alimentaires pour assurer une meilleure maîtrise des marchés des produits alimentaires ;
- de la complexité à pouvoir construire une meilleure sécurité alimentaire en Méditerranée dans un contexte où les contraintes sont multiples (rareté de l'eau et de la terre, augmentation démographique et urbanisation, changements climatiques et menaces environnementales, etc.) et où les défis à relever sont considérables (amélioration de la production en quantité et en qualité, croissance sociale et

territoriale plus inclusive, emplois en milieu rural, développement des infrastructures et de la logistique, mise en place de programmes de santé-nutrition, etc.) ;

- que cette recherche d'une meilleure sécurité alimentaire en Méditerranée exige une approche globale intersectorielle et des solidarités multilatérales, tout en veillant à la mise en œuvre de stratégies qui soient adaptées aux situations locales et au développement de financements innovants qui puissent s'inscrire dans le temps et répondre à des besoins spécifiques identifiés ;
- que l'agriculture, l'alimentation et le développement des territoires ruraux représentent des questions stratégiques pour la stabilité des Etats du CIHEAM, le bien-être quotidien des populations, et que toutes les formes d'agriculture s'avèrent nécessaires pour relever le défi de la sécurité alimentaire mondiale, sans oublier les contributions, tout aussi déterminantes, des secteurs de la pêche, de l'aquaculture et de la forêt ;
- que la configuration originale du CIHEAM, offre un cadre approprié pour l'identification des intérêts mutuels dans le domaine du développement agricole et rural, de la sécurité alimentaire et de la gestion durable des ressources naturelles, de la soutenabilité des systèmes alimentaires au moment où la région méditerranéenne connaît une période de transitions politiques, sociales, économiques et environnementales.

SOULIGNANT

- que l'année 2014 est l'Année internationale de l'agriculture familiale, qui doit mettre en évidence le potentiel de ces agricultures à contribuer à la sécurité alimentaire, ainsi que celle de la conférence internationale FAO-OMS sur la nutrition ICN2 ;
- que l'année 2015 sera marquée par des rendez-vous internationaux importants, notamment avec le 20^{ème} anniversaire de la Déclaration de Barcelone, qui a enclenché en novembre 1995 le Partenariat euro-méditerranéen, le bilan des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) et la définition de l'agenda global post-2015, avec notamment la mise à jour de la stratégie méditerranéenne de développement durable (SMDD), l'Exposition universelle de Milan sur le thème « Nourrir la planète, une énergie pour la vie » qui aura lieu de mai à octobre 2015, ainsi que la 21^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) et la 11^{ème} session de la réunion des Parties au Protocole de Kyoto qui se tiendront à Paris en décembre 2015 (COP21).

AYANT PRIS CONNAISSANCE

- des nombreuses publications menées ces dernières années par le CIHEAM sur le thème de la sécurité alimentaire en Méditerranée, dont notamment les différentes éditions du rapport régional *Mediterra* ;

- des conclusions du séminaire international sur le développement rural en Méditerranée organisé par le CIHEAM, avec la collaboration des autorités algériennes, à Alger les 4 et 5 février 2014. Ces débats ont souligné qu'il est urgent de réhabiliter les territoires ruraux, potentiellement sources de croissance et de qualité de vie (i), qu'une transition vers un nouveau modèle de développement rural est nécessaire (ii), et pour ce faire, que des politiques publiques participatives et inclusives sont attendues visant un développement durable, ainsi que le renforcement des réseaux d'acteurs pour partager les expériences et bonnes pratiques (iii) ;
- des axes de coopération à dimension régionale prioritaires débattus dans ce séminaire, invitant les ministres à soutenir notamment la poursuite, au niveau de leur pays, et à l'échelle régionale, de l'initiative ENPARD lancée en 2012 par l'Union européenne dans le cadre de sa politique de voisinage.

CONVAINCUS

- que l'augmentation préoccupante du nombre de personnes exposées aux risques de l'insécurité alimentaire dans la région appelle des mesures correctives audacieuses ;
- que le développement d'une agriculture doublement performante, sur le plan économique et écologique, est une voie d'avenir pour la région ;
- que le CIHEAM doit continuer à jouer un rôle important pour relever les défis communs auxquels fait face la région.

Les Ministres et chefs de délégation,

- ont centré leurs débats sur le sujet de « *La sécurité alimentaire durable en Méditerranée, quelle situation et quelles perspectives ?* » ;
- ont adressé des recommandations aux pays méditerranéens (i), aux organisations internationales qui opèrent dans l'espace méditerranéen (ii) et au CIHEAM (iii).

DEMANDENT

(i) Aux pays méditerranéens

1. d'avancer sur la question de la sécurité alimentaire en Méditerranée au plan national et de faire avancer la coopération agricole régionale, notamment à travers le CIHEAM, pour la rendre efficace et permanente mais aussi de la reclasser au centre des relations diplomatiques entre les pays riverains ;

2. de mener des politiques nationales et régionales de développement agricole, agroalimentaire et rural, prenant en considération la protection de la diversité génétique (animale et végétale) et les stratégies alimentaires écologiquement et socialement responsables, afin de renforcer la production, la productivité, la qualité et la sécurité alimentaire de leurs citoyens et de soutenir les producteurs agricoles. Ceci en assurant un niveau suffisant de traçabilité des produits et la valorisation de certains produits agricoles, en particulier les cultures riches en protéines et les céréales, par l'industrie au sein de filières organisées, l'amélioration des moyens et des conditions de transport, de stockage et de traitement des produits agricoles et agroalimentaires ainsi que l'insertion de l'agriculture dans une économie territoriale dynamique ;
3. d'assurer une transition vers un modèle de développement rural durable promouvant les approches agro-écologiques et axé sur l'emploi, la croissance socialement et territorialement inclusive, l'utilisation durable des ressources naturelles, l'amélioration de la gouvernance, la création de réseaux et de pôles, la production et le partage des connaissances, en s'appuyant sur des agents de changement tels que les acteurs locaux, notamment le secteur privé, les femmes et les jeunes, via des approches inclusives, équitables et participatives ;

et ce faisant :

- d'améliorer l'accès à une alimentation satisfaisante en quantité et qualité, notamment pour les populations vulnérables ;
- de soutenir l'agriculture familiale – notamment dans la rive sud de la Méditerranée – qui contribue fortement à assurer la sécurité alimentaire des ménages ruraux et concourt à la gestion durable des ressources naturelles et à la promotion du développement humain, notamment au profit des femmes et des jeunes ;
- de promouvoir de nouveaux investissements et le partenariat public/privé et privé/privé, national et étranger en vue d'une production agricole et agroalimentaire accrue mais durable, de réduire le gaspillage alimentaire et l'usage des produits agricoles à des fins non alimentaires et de mettre au point des outils de gestion des risques pour protéger les revenus des agriculteurs et des éleveurs ;
- d'intégrer les politiques de développement et de préservation forestière, de santé animale et des végétaux, de pêche et d'aquaculture dans les réflexions concernant la sécurité alimentaire, sans oublier les problématiques liées aux infrastructures, à la logistique et à la chaîne de froid ;
- d'encourager le développement de produits présentant des signes de qualité comme les produits du terroir, les produits issus de l'agriculture biologique, ainsi que des systèmes de protection destinés à préserver les activités créatrices de richesses ou à créer de la valeur ajoutée dans les zones rurales ;

- de promouvoir la coordination dans la définition des politiques régionales visant à renforcer le rôle des communautés côtières concernées par la pêche artisanale et appelant à un programme régional pour le développement de la pêche artisanale durable ;
- de promouvoir, parallèlement aux stratégies globales, une approche territoriale de la sécurité alimentaire, étant donné l'intérêt de rendre opérationnelle ces stratégies et de les adapter aux réalités locales ;
- de s'engager plus profondément pour l'initiative ENPARD lancée en 2012 par l'UE dans le cadre de sa politique de voisinage et d'en soutenir la poursuite, au niveau bilatéral et à l'échelle régionale ;
- de soutenir les accords régionaux, avec pour objectif la détermination de normes phytotechniques et phytosanitaires pour le matériel végétal de reproduction adapté aux conditions de chaque pays ;
- de favoriser l'harmonisation, la coopération, le partage d'information et les échanges d'expertises sur différents sujets comme les standards de qualité sanitaire et phytosanitaire, d'étiquetage, de certification, la prévention et le contrôle des maladies et ravageurs des animaux et des plantes (en pré et post-récolte) et le contrôle des contaminants (mycotoxines) dans les produits alimentaires, en cherchant des réponses coordonnées à l'échelle régionale en s'appuyant sur l'exemple des approches régionales concrètes, existantes, comme celle mise en œuvre dans le cadre du Réseau Méditerranéen de Santé Animale (REMESA) ;
- de partager les préoccupations, les informations et les expériences nationales en matière de sécurité alimentaire, dans l'optique d'élaborer progressivement des projets régionaux concrets et durables et de s'appuyer à cet effet sur les réseaux de coopération et de recherche méditerranéens pour formuler de telles initiatives concertées et diffuser les savoirs au niveau régional ;
- ceci pourrait se faire au moyen de projets relatifs au développement durable en milieu rural, ou à des systèmes alimentaires durables, au développement et à la promotion de produits de qualité ou de la diète méditerranéenne ainsi qu'à la coordination de la recherche agricole sur des questions telles que les espèces végétales résistantes au stress hydrique, à la salinité, etc., et la gestion des ressources hydriques, ainsi que le développement des ressources génétiques végétales et animales et le développement des filières agroalimentaires et de la biotechnologie (banque de gènes, etc.) ;
- de soutenir et consolider le réseau MOAN (Mediterranean Organic Agriculture Network), du CIHEAM, plateforme pour la promotion d'une qualité agroalimentaire méditerranéenne multiple et outil d'échange et de partage de connaissances et de bonnes pratiques, parmi les cadres des Ministères de l'Agriculture et des institutions

des pays de la région dans le domaine des produits de qualité (agriculture biologique et produits de terroir en particulier) ;

- d'encourager le développement de l'initiative lancée en janvier 2014, intitulée « Mediterranean Agricultural Markets Information Network (MED-AMIN) », visant à favoriser la coopération et le partage d'expériences entre les systèmes d'information nationaux des marchés agricoles, suite à la demande des ministres des Etats membres du CIHEAM formulée lors la rencontre de Malte en septembre 2012. Ce nouveau réseau, coordonné par le CIHEAM, travaillera en relation étroite avec le secrétariat d'AMIS, la FAO et les services spécialisés de la Commission européenne. Il sera dédié essentiellement aux produits céréaliers (blés, maïs, orge et riz), stratégiques pour la sécurité alimentaire des pays méditerranéens ;
- de soutenir le programme « Feeding Knowledge », élément structurant de l'héritage de l'Expo Milan 2015, qui encourage notamment le partage de connaissances sur la sécurité alimentaire, l'accès aux banques de gènes des pays du nord de la Méditerranée pour la revivification des espaces naturelles des pays de la rive sud, la diffusion de technologies et pratiques innovantes et soutenables, prenant en considération les besoins des terroirs et offrant des réponses efficaces à travers la recherche locale et internationale. L'innovante plateforme technologique de ce programme, soutenue par le réseau international des experts, sera à la base de centres de compétences diffusées sur la sécurité alimentaire et renforcera les points focaux déjà actifs dans les Ministères des pays de la Méditerranée et des Balkans.

(ii) Aux organisations internationales et régionales

1. que les différentes institutions internationales chargées de la coopération en Méditerranée ou de la sécurité alimentaire, puissent, avec le CIHEAM, mettre en synergie des programmes de formation et de recherche, des projets de développement et de gestion durable des ressources naturelles, de renforcement des institutions nationales de formation et de recherche, d'organisation des filières agroalimentaires ; de développement de banques de gènes ; ils demandent également que des projets communs de recherche et de transfert de technologie soient mis en place; ces programmes pourraient mutualiser les moyens humains et financiers mobilisés, favoriser le dialogue régional et soutenir la volonté de faire face aux tensions alimentaires ;
2. que l'Union européenne puisse confirmer son engagement en faveur de l'agriculture, de l'alimentation et des territoires ruraux en Méditerranée, par la poursuite de son soutien aux activités de recherche et de coopération, pour relever les défis mentionnés ci-dessus, au travers des instruments comme le programme cadre de recherche Horizon 2020 et l'initiative ENPARD qui instaure une offre de partenariat spécifique pour l'agriculture et le développement rural au sein de l'Instrument européen de voisinage et qui doit s'affirmer comme une offre stratégique de longue durée sur ces secteurs en faveur des pays du voisinage méditerranéen ;

3. que l'Union européenne puisse donner de l'importance à une coopération stable et durable dans la région à travers une programmation commune et partagée. Dans ce cas, l'utilisation de l'instrument de l'Article 185 de l'UE pour une coopération euro-méditerranéenne sur la recherche et l'innovation pourrait aussi prendre en compte les problèmes du secteur agricole et agroalimentaire pour un développement durable de la région ;
4. que l'Union européenne puisse renforcer la mission du CIHEAM en Méditerranée, notamment à travers l'utilisation d'instruments de coopération déléguée prévus pour les organisations internationales ;
5. que l'Union européenne et les institutions internationales puissent soutenir la mise en œuvre des recommandations formulées dans le cadre du séminaire international portant sur le développement rural en Méditerranée, dont les conclusions sont annexées à la présente déclaration ;
6. que l'Union européenne, la FAO et le CIHEAM puissent examiner l'hypothèse de définir un agenda stratégique de coopération commune en faveur du développement agricole, alimentaire et rural durable en Méditerranée.

(iii) Au CIHEAM

1. de continuer sa mission de formation supérieure, de recherche et de coopération en développant ses activités sur la sécurité alimentaire à tous les niveaux (local, national, régional) et avec l'ensemble des acteurs parties prenantes (organisations internationales, gouvernements, autorités territoriales et acteurs locaux) ;
2. de consolider les acquis d'un demi-siècle d'existence en s'adaptant aux nouvelles réalités régionales et en cultivant sa volonté méditerranéenne pour le partage des connaissances en matière de sécurité alimentaire et de développement rural avec les cadres de demain ;
3. de poursuivre la mise en place de parcours de formation supérieure sur le développement rural et agricole, la lutte contre les pertes et le gaspillage alimentaire et l'utilisation à des usages non alimentaires des produits agricoles ; assurer la maîtrise des biotechnologies, notamment dans l'identification du patrimoine génétique animal et végétal de chaque pays et leur introduction dans le développement des territoires ruraux ; promouvoir les systèmes alimentaires durables aptes à assurer la conservation de la fertilité des terres, des potentialités en eau, des ressources génétiques végétales et animales et des écosystèmes en améliorant leur résistance au changement climatique et l'alimentation des populations ; renforcer l'organisation des filières agricoles et agroalimentaires en s'efforçant de proposer des parcours éducatifs innovants et itinérants et ainsi contribuer au renforcement des capacités de gestion des territoires ruraux et mettre en place des politiques adéquates pour la protection et la préservation des terres agricoles, en particulier contre les effets négatifs des processus d'urbanisation ;

4. de renforcer le dialogue politique euro-méditerranéenne et la coopération sur l'agriculture, l'alimentation, le développement rural, la pêche et l'aquaculture, par la création de structures de dialogue ad hoc pour pouvoir soutenir une coopération meilleure et plus stable et développer une approche commune pour l'émancipation des zones marginales et rurales méditerranéennes. Un accent particulier doit être mis sur les défis suivants : apporter une innovation réelle ; renforcer la capacité de produire durablement en quantité et en qualité par la promotion des approches agro-écologiques ;
5. d'assurer une meilleure cohérence et des liens opérationnels entre les activités de coopération et les dimensions de la recherche et de l'innovation notamment dans les cadre des projets ENPARD, ARIMNET2, MEDSPRING et ERANETMED ;
6. de favoriser la mise en œuvre de l'initiative « Mediterranean Agricultural Markets Information Network (MED-AMIN) », dont le lancement en janvier 2014 répond aux attentes des pays membres du CIHEAM de constituer, un espace de dialogue, d'échanges et de coopération technique sur le suivi des marchés agricoles céréaliers et la méthodologie des systèmes statistiques pour ces produits de base ;
7. de mettre en place un comité régional ad hoc (au niveau des hauts fonctionnaires des ministères) afin de renforcer le dialogue politique et le soutien à la stratégie de coopération euro-méditerranéenne ;
8. d'aider les pays à la mise en place d'observatoires nationaux, ou à leur renforcement quand ils existent, ainsi qu'à l'ouverture de centres de recherche nationaux dédiés au suivi des marchés et à la sécurité alimentaire ; les observatoires et centres de recherche nationaux appuieront le comité régional et agiront comme groupe de réflexion et de propositions précieuses ;
9. de renforcer les instruments et réseaux à même de promouvoir et d'encourager la mobilité des chercheurs et des experts, l'innovation, les échanges de bonnes pratiques entre acteurs des territoires ruraux, y compris les jeunes agriculteurs, pour soutenir le rôle des femmes et des jeunes en agriculture, favoriser des initiatives en vue de lutter contre le gaspillage alimentaire, mettre en place des actions concrètes pour diversifier les revenus, améliorer la gestion des ressources naturelles (eau, terres, forêts,...) en tenant compte des effets des changements climatiques.

CONCLUSIONS

- au terme de leurs travaux, les ministres et les chefs de délégations ont reconnu que les questions liées à la sécurité alimentaire méritaient une attention de tous les instants, exigeant des réponses coordonnées en matière de politiques de développement agricole, agroalimentaires et rural que le cadre multilatéral euro-méditerranéen doit faciliter ;

- sur ces sujets et dans un contexte où beaucoup de pays méditerranéens souffrent de différentes crises, les ministres et les chefs de délégations ont reconnu les efforts déployés par le CIHEAM ces dernières années et ont exprimé leur volonté de renforcer ses capacités et soutenir durablement son action ;
- les ministres et les chefs de délégations ont convenu de porter à la connaissance des ministres des Affaires étrangères de leur pays les présentes recommandations afin qu'ils puissent en tenir compte dans les négociations internationales et les initiatives politiques dans lesquelles ils sont engagés ;
- ils ont félicité S.E. Abdelwahab Nouri, ministre de l'Agriculture et du Développement rural d'Algérie et tous ses collaborateurs, pour les efforts accomplis en vue du succès de cette réunion ;
- ils ont remercié le CIHEAM pour sa contribution apportée à la réussite de la réunion, et ont exprimé leur attachement à cette organisation qui consacre toute son activité à édifier quotidiennement une solidarité méditerranéenne véritable.



10TH MEETING OF THE MINISTERS OF AGRICULTURE OF CIHEAM'S MEMBER COUNTRIES

Algiers – 6th February 2014

FINAL DECLARATION

At the invitation of H.E. Abdelwahab Nouri, the Algerian Minister of Agriculture and Rural Development, the ministers of agriculture of the 13 member states of the International Centre for Advanced Mediterranean Agronomic Studies (CIHEAM), or their representatives, met in Algiers on 6th February 2014.

Ministers and Heads of Delegation,

HAVING REGARD TO

- the Euro-Mediterranean Conference on Agriculture, held in Venice on 27th November 2003, in the course of which the 37 countries present emphasised that *“the increased importance the Community attached to the need for sustainable rural development, the preservation of agriculture in deprived and mountain areas, and the multifunctional nature of agriculture, required that adequate consideration to be given to these points in dealings between the European Community and its Mediterranean Partners”*;
- the recommendations of the 8th meeting of the 13 Ministers of Agriculture of the CIHEAM member countries, which was held in Istanbul on 8th March 2010 and addressed *“the impact of climate change on food safety and security in the Mediterranean Region”*;
- the recommendations of the 9th meeting of the ministers of agriculture of the 13 CIHEAM member countries, which took place in Malta on 27th September 2012 and addressed *“Food security and the volatility of food prices in the Mediterranean countries”*;
- the Final Declaration of the 1st Ministerial Conference of the 5+5 Dialogue on Agriculture and Food Safety, which was held in Algiers on 27th November 2013.

BEARING IN MIND

- that the right to food is enshrined in article 25 of the 1948 Universal Declaration of Human Rights and that voluntary guidelines designed to promote the steady realisation of the right to adequate food in the context of national food security were adopted by the 187 member countries of the FAO General Council on 23rd November 2004;
- the Declaration by the World Summit on Food Security, held from 16th to 18th November 2008 at the FAO, and in particular the commitment by heads of state and government to reverse the fall in national and international funding for agriculture in the developing countries. Promote new investment with a view to increasing sustainable agricultural production, combining their efforts and expertise to give

effective form to the Global Partnership for Agriculture, Food Security and Nutrition, and take all necessary measures – at regional and other levels – to improve food security;

- that corresponding measures to improve food security and Aid the fight against agricultural price volatility had been considered in international forums, notably the FAO, the G8 (July 2009 Summit in L'Aquila) and the G20 (November 2011 Summit in Cannes);
- the United Nations Conference on sustainable development, known as the "Rio+20" (Rio de Janeiro summit of June 2012), the last two FAO conferences on food security (38th session of the FAO Conference in June 2013 and ministerial Meeting on food prices on 7th October 2013) and the meetings of the World Food Security Committee following its reform in 2009, all of which addressed this subject.

KNOWING THAT

- the progress made over the past few years in fostering agricultural food and rural development in the Mediterranean Region through the adoption of national policies implemented by governments and by establishing of cooperative arrangements by international organisations.

AWARE

- that food security depends on many interrelated factors, whether agricultural, environmental, demographic, social, territorial, economic or political, and that a holistic approach is therefore called for in dealing with this matter, which has a decisive effect on development, stability and peace in the region;
- that food security in all its aspects must be one of the essential pillars of regional cooperation in the Mediterranean Region, illustrating the extent to which countries in the basin are interdependent;
- of the interest of strengthening Mediterranean cooperation through the exchange of experience on agricultural and food policies, designed to ensure a better management of food products markets;
- of the complexity of establishing a better food security in the Mediterranean in a context of numerous constraints (scarcity of water and soils, rising demography and urbanisation, climate change, environmental threats, etc.) and serious challenges (improvement in production in terms of quantity and quality, more inclusive social and territorial development, employment in rural areas, development of infrastructure and logistics, establishment of health-nutritive programmes, etc.);

- that the quest for improved food security in the Mediterranean called for multilateral solidarities and a cross-cutting intersectional approach, which involved the implementation of strategies tailored to local situations, and the development of innovative funding measures, which might be applied on time and meet specifically identified needs;
- that agriculture, food and rural development were matters of strategic importance to the stability of the CIHEAM countries and the daily well-fare of their populations and that all forms of agriculture clearly had a crucial contribution to make – as did the fisheries, aquaculture, and forestry sectors – if the challenge of world food security was to be met;
- that the original configuration of CIHEAM provided an appropriate forum in which to identify mutual interests in the fields of rural and agricultural development, food security and sustainable management of natural resources, as well as sustainability of food systems at a time of political, social, economic, and environmental transition in the Mediterranean Region.

EMPHASISING

- that the year 2014 was the International Year of Family Farming, intended to highlight the potential contribution of these farmers might make to food security, and also the year in which the joint FAO-WHO International Conference on Nutrition (ICN2) was due to be held;
- that year 2015 would be marked by important international events: those associated with the 20th anniversary of the Barcelona Declaration, which brought about the Euro-Mediterranean Partnership in November 1995, the scorecards for the Millennium Development Goals (MDGs) and the definition of the post-2015 global development agenda with its update of the Mediterranean Strategy for Sustainable Development (MSSD); the Milan Universal Exposition on the theme “*Feeding the Planet, Energy for Life*”, to be held from May to October 2015; the 21st Conference of the Parties to the United Nations Framework Convention on Climate Changes (UNFCCC); and the 11th Session of the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol, due to be held in Paris in December 2015 (COP21).

HAVING TAKEN NOTE

- of the numerous publications issued by CIHEAM in recent years on the topic of food security in the Mediterranean, including particularly the different editions of the regional report *Mediterra*;
- of the conclusions of the international seminar on rural development in the Mediterranean, organised by CIHEAM in collaboration with the Algerian authorities

in Algiers on 4th and 5th February 2014. These discussions had underlined that rehabilitation of the rural territories was a matter of urgency, since they had the potential to offer growth and improved quality of life. They had also highlighted the need to move towards a new rural development model, which would require participative, inclusive public policies designed to achieve sustainable development and strengthen player networks, thereby enabling players to share experiences and good practice;

- of the priority areas for region-wide cooperation addressed in this seminar, with ministers being called upon to maintain particular support, both at national and at regional level, for the ENPARD initiative launched in 2012 by the European Union as part of its neighbourhood policy.

CONVINCED

- that the worrying increase in the number of people exposed to the risk of food security in the region called for bold remedies;
- that the development of a performing agriculture both economically and ecologically, is a way for the future of the region;
- that CIHEAM must continue to play an important role in meeting the common challenges faced by regional countries.

The Ministers and Heads of Delegation

- have focussed their discussion on the subject of “*Sustainable food security in the Mediterranean: situation and outlook*”;
- have sent recommendations to the national Mediterranean authorities (i), the International Organisations active in the Mediterranean zone (ii) and CIHEAM (iii).

REQUEST

(i) To the Mediterranean Countries

1. to progress at national level on the issue of food security in the Mediterranean and encourage further regional agricultural cooperation, particularly through CIHEAM, aiming at making such cooperation effective and permanent, and placing it at the centre of diplomatic relations between Mediterranean countries;
2. implement national and regional policies for agricultural, agrifood and rural development, taking into consideration the protection animal and plant genetic

diversity, with ecologically and socially responsible strategies, to reinforce the production, productivity, quality, and food security, for citizens and support agricultural producers, insuring products following and using industrial methods and valuing certain products particularly, protein rich cultures and cereals, by industry throughout organized activities, improving conditions and means of transportation, storage and processing of agricultural and agrifood products by involving agriculture as an integrated part of a dynamic territorial economy;

3. bring about a shift towards a sustainable rural development to promote agro-ecological approaches focussing on employment, socially and territorially inclusive growth, sustainable use of natural resources, improved governance, the establishment of networks and clusters, and the production and sharing of knowledge, mobilising such agents of change as local players (particularly those from the private sector), together with women and young people in inclusive, equitable and participative initiatives.

And so doing:

- improve access to satisfying food, in terms of quantity and quality, especially for vulnerable populations;
- support family agriculture – particularly on the southern coast of the Mediterranean – since it makes an important contribution to the food security of rural households, concur to the sustainable development of natural resources and promotes human development, particularly in the case of women and young people;
- promote new investment, as well as public/private and national/foreign partnerships, with a view to increasing agricultural and agrifood output but sustainable methods; reduce food waste and the non-food use of agricultural crops; and establish risk management tools to protect the incomes of farmers and stock breeders;
- take into account policies on forest preservation and development, animal and plant health, and fisheries and aquaculture when considering food security, without overlooking problems relating to infrastructure, logistics and the cold chain;
- encourage the development of products presenting quality signs as *terroir* products, organic products together with systems of protection designed to preserve wealth-creating activities or to produce added value in rural areas;
- encourage coordination of regional policies that will strengthen the role of the coastal communities involved in small-scale fishing and call for a regional programme to develop sustainable small-scale fishing;
- promote – alongside regional strategies – a territorial approach to food security, given the interest of making such strategies operational and adapting them to local realities;

- to engage themselves in the ENPARD initiative, launched in 2012 by the EU as part of its neighbourhood policy, and support its implementation at bilateral and regional levels;
- promoting harmonisation, cooperation, information sharing and experience exchange, support regional agreements with a view to establishing phytotechnical and phytosanitary standards for plant reproduction stock that are suited to conditions of each country, and encourage harmonisation and cooperation in different areas, such as health and phytosanitary quality standards, labelling, certification, prevention and control of diseases and pests affecting animals and plants (before and after harvest) and control of contaminants (mycotoxines) in food products, while seeking to coordinate responses at regional level, based upon the concrete regional approaches as the ones developed in the REMESA Framework (Mediterranean Animal Health Network);
- sharing national concerns, information and national experience in the field of food security, so that concrete lasting regional projects might be steadily drawn up, and to that end rely on Mediterranean cooperation and research networks to prepare joint initiatives and share knowledge at regional level. Such exercise might involve projects on sustainable development in the rural environment, sustainable food systems, development and promotion of quality products or the Mediterranean diet, coordination of agricultural research into, for example, water-stress- and salinity-resistant plant species, water-resources management, and the development of plant and animal genetic resources, and agrifood and biotechnology sectors (gene banks, etc.);
- supporting CIHEAM's MOAN network (Mediterranean Organic Agriculture Network), a platform for the promotion of Mediterranean agrifood quality and a forum where leading officials from the ministries of agriculture and institutions of the countries in the region can exchange ideas, knowledge and good practice in the field of quality products (particularly organic agriculture and *terroir* products);
- to encourage the development of the initiative entitled "Mediterranean Agricultural Markets Information Network (MED-AMIN)", launched in January 2014 to promote cooperation and share experiences among the national information systems of the agricultural markets, following the request made by the ministers of the CIHEAM member states at their meeting in Malta in September 2012. This new network coordinated by the CIHEAM will work closely with the AMIS Secretariat, FAO and the specialized services of the European Commission. It will be mainly dedicated to cereal products (wheat, corn, barley, and rice) that are strategic for food security in the Mediterranean countries;
- support the "Feeding Knowledge" initiative, a pivotal element in the legacy of Expo Milano 2015, which encourages, among other things, the sharing of knowledge about food security, access to the gene banks of the northern Mediterranean countries for the purpose of reviving natural areas in countries on the southern

shore, and the dissemination of innovative sustainable technologies and practices, taking into account local needs and offering effective responses derived from local and international research. The innovative technological platform of this initiative, maintained by an international expert's network, will form the basis of a centre of shared expertise on food security and will reinforce focal points already active in ministries of the Mediterranean and Balkan countries.

(ii) as regards the international and regional organisations

1. that the different international institutions in charge of Mediterranean cooperation or food security collaborate with CIHEAM to create synergies between education and research programmes, development projects and sustainable natural-resource-management projects. They also request common research projects, and technology transfer should be put up. These programmes might pool the human and financial resources mobilised, encourage regional dialogue and maintain the resolve to face up to food stress;
2. that European Union confirms its commitment to Mediterranean agriculture, food and rural territories by continuing to support research and cooperation work intended to meet the challenges referred to above. To this end it should use such instruments as the Horizon 2020 Framework Programme for Research and the ENPARD initiative, which provides for specific partnerships in agriculture and rural development within the European Neighbourhood and Partnership Instrument and should make a long-term strategic contribution in these areas for countries in the Mediterranean neighbourhood;
3. that European Union could attach particular importance to stable and sustainable cooperation in the region through joint common planning. In this connection the use of the instrument provided for by article 185 of the EU Charter on stable Euro-Mediterranean cooperation on research and innovation might also take account of the way problems in the agricultural and agrifood sectors impact upon the sustainable development of the region;
4. that European Union could reinforce CIHEAM's mission in the Mediterranean, notably by making use of the delegated cooperation instruments designed for international organisations;
5. that European Union and international institutions support the implementation of the recommendations put forward by the international seminar on rural development in the Mediterranean, the conclusions of which are annexed to this declaration;
6. that European Union, FAO and CIHEAM examine the idea of defining a common strategic cooperation agenda designed to support agricultural, food and sustainable rural development in the Mediterranean.

(iii) To the CIHEAM

1. Continuing its work in higher education, research and cooperation by developing activities to promote food security at all levels (local, national and regional) with the involvement of all actors concerned (international organisations, governments, regional authorities and local players);
2. consolidating the gains made during the fifty years of its existence by adapting to the new regional situation and cultivating its Mediterranean-wide commitment to share knowledge about food security and rural development with tomorrow's leaders;
3. pursuing to offer higher education courses on rural and agricultural development, introduce ways of combating food waste and losses, the non-food use of agricultural crops; manage biotechnologies, particularly by identifying each country's national *animal and plant genetic heritage, and apply them in the development of rural areas; implement* sustainable food systems designed to protect soil fertility and maintain potential water resources and genetic resources in the form of plants, animals and ecosystems by increasing their resistance to climate change; ensure that populations are fed; organise agricultural and agrifood sectors while endeavouring to offer innovative educational paths and educational mobility, thereby helping to build capacity to manage rural areas; and implement adequate policies for the protection and the conservation of agricultural soils, notably regarding the negative effects of the urbanisation process;
4. improving the Euro-Mediterranean policy dialogue and Euro-Mediterranean cooperation on agriculture, food, rural development, fisheries and aquaculture through the establishment of *ad hoc* forums with a view to maintaining a better, a better and more stable cooperation and developing a common approach to revitalising marginal, rural areas in the Mediterranean. Special importance should be attached to the following challenges: bringing about true innovation; and increasing the capacity for sustainable production in terms of quality and quantity by promoting agro-ecological approaches;
5. ensuring greater coherence and operational linkage between cooperation projects and research and innovation in the context of such projects as ENPARD, MEDSPRING and ERANETMED;
6. promoting the implementation of the initiative «Mediterranean Agricultural Markets Information Network (MED-AMIN)», launched in January 2014 to meet the CIHEAM member countries' expectations of establishing an area of dialogue, exchange, and technical cooperation around the monitoring of agricultural cereal markets and the methodology of statistical systems for these commodities;

7. setting up a regional *ad hoc* committee (comprising high-ranking ministerial officials) in order to enhance the policy dialogue and the support for the Euro-Mediterranean cooperation strategy;
8. helping countries to set up national observatories or improve them if they already exist and inaugurate national research centres charged with monitoring markets and food security; the observatories and national research centres will support the regional committee, acting as a think tank and putting forward invaluable proposals;
9. strengthening instruments and networks that are in a position to promote and encourage the mobility of researchers and experts, foster innovation and the pooling of information on good practice between rural players, including young farmers, in order to promote the role of women and young people in agriculture, encourage initiatives to counter food waste, establish concrete measures for diversifying income and improve management of natural resources (water, land, forests, etc.) while taking account of the effects of climate change.

CONCLUSIONS

- at the end of their work, the ministers and heads of delegation recognised that questions relating to food security warranted constant vigilance and required coordinated responses in terms of agricultural, agrifood and rural development policies, which the multilateral Euro-Mediterranean framework should facilitate;
- the ministers and heads of delegation acknowledged the efforts made by CIHEAM in these areas over the past few years, when many Mediterranean countries had experienced different crises. They express their willingness to strengthen its capacity and sustainably support its action;
- Ministers and heads of delegation agreed to bring these recommendations to the attention of their countries' ministers of foreign affairs so that they might be taken into account in the international negotiations and policy initiatives they were involved in;
- they commended H.E. Abdelwahab Nouri, the Algerian Minister of Agriculture and Rural Development, and all his collaborators for the effort that had gone into making this meeting a success.

They thanked CIHEAM for its contribution to the success of the meeting and expressed their commitment to this organisation, which devoted all of its day-to-day activity to building up genuine Mediterranean solidarity.

10^{ème} réunion
des ministres de l'Agriculture,
de l'Alimentation et de la Pêche
des pays membres du CIHEAM

10th meeting
of the Ministers of Agriculture,
Food and Fisheries of
CIHEAM's member countries

LISTE DES PARTICIPANTS

LIST OF THE PARTICIPANTS

DELEGATIONS MINISTERIELLES

MINISTERIAL DELEGATIONS

ALGERIE / ALGERIA

– M. Abdelwahab NOURI	Ministre de l’Agriculture et du Développement Rural
– M. Fodil FEROUKHI	Secrétaire général
– M. Hassaim CHERIF	Chef de cabinet
– M. Idir BAIS	Directeur d’études
– M. Louardi GUEZLANE	Directeur de la Formation, Recherche et de la Vulgarisation. Délégué de l’Algérie dans le Conseil d’Administration du CIHEAM
– M. Abdelkader KHELIFA	Chargé d’Etudes et de Synthèse
– M. Brahim DIB	Chargé d’Etudes et de Synthèse
– M. Mohamed LAMINI	Chargé d’Etudes et de Synthèse
– Mme. Oum El Khir CHENNAF	Chargée d’Etudes et de Synthèse
– Mme. Fatiha BAGHOUS	Chargée d’Etudes et de Synthèse
– M. Mohamed Seghir NOUAL	Directeur général des forêts
– M. Kamel CHADI	Président directeur général SGP/PRODA
– M. Abdelkader RACHEDI	Directeur de la planification à la DGF

EGYPTE / EGYPT

– Mr. Ayman ABOU HADID	Minister for Agriculture and Land Reclamation
– Ms. Mona MEHREZ ALY	Supervisor of Foreign Agricultural Relations. Delegate of Egypt to CIHEAM’s Governing Board
– Ms. Rafaat ZAKI	Director General for International Organisations. Agricultural Foreign Relations
– Ms. Mohey Mohamed SAEID	Director of Climate Changes Information Centre

ESPAGNE / SPAIN

- | | |
|-------------------------------------|---|
| – Mr. Miguel ARIAS CAÑETE | Minister for Agriculture, Food and Environment |
| – Ms. Isabel GARCÍA TEJERINA | Secretary General for Agriculture and Food |
| – Ms. María GARCÍA RODRÍGUEZ | Head of cabinet |

FRANCE

- | | |
|--------------------------------------|---|
| – M. Stéphane LE FOLL | Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt |
| – M. Stéphane LE MOING | Directeur adjoint du cabinet du Ministre |
| – M. Jean-Christophe ROUBIN | Conseiller diplomatique |
| – Mme. Marie-Hélène LE HENAFF | Sous-directrice des échanges internationaux. Déléguée de la France dans le Conseil d'Administration du CIHEAM |
| – M. Bertrand HERVIEU | Vice-président du Conseil général de l'Alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux |
| – M. Yves RIOU | Ingénieur général de l'Agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux |
| – M. Michel SEBAN | Ingénieur général de l'Agriculture, de l'alimentation et des espaces ruraux |

GRECE / GREECE

- | | |
|------------------------------|--|
| – Mr. Dimitris MELAS | Head of Delegation. Secretary General of Agriculture Policy and International Relations |
| – Mr. Giorgios TSAMIS | Directorate of Agricultural Policy and Documentation |

ITALIE / ITALY

- | | |
|-------------------------------------|--|
| – Mr. Felice ASSENZA | Head of Delegation. Director General of European and Internal Policies. Ministry of Agricultural Policies, Fisheries and Forestry |
| – Ms. Alessandra NARCISO | Expert in International Cooperation |
| – Mr. Gianni BONINI | Delegate of Italy to CIHEAM's Governing Board |
| – Ms. Deborah DEGL'INNOCENTI | Technical advisor to Mr. Bonini |

LIBAN / LEBANON

- M. Louis **LAHOUD**
- M. Mouim **HAMZE**

Chef de délégation. Directeur général du Ministère de l'Agriculture

Secrétaire général du CNRS. Délégué du Liban dans le Conseil d'Administration du CIHEAM

MALTE / MALTA

- Mr. Roderick **GALDES**
- Mr. Ivor **ROBINICH**
- Mr. Salvino **BUSUTTIL**
- Mr. Justin **ZAHRA**
- Mr. Donald **AQUILINA**

Head of Delegation. Parliamentary Secretary. Ministry of Sustainable Development, Environment and Climate Change

Head of the Secretariat

President of the Foundation of Malta
Delegate of Malta to CIHEAM's Governing Board

Director of Agriculture

Senior Manager Authority Rural Development

MAROC / MOROCCO

- M. Aziz **AKHANNOUCH**
- M. Mohammed **SADIKI**
- M. Ichrak **MOUBSIT**

Ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime

Secrétaire général au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche maritime
Délégué du Maroc au Conseil d'Administration du CIHEAM

Conseiller en communication

PORTUGAL

- Mr. Nuno **VIEIRA E BRITO**
- Mr. Nuno **CANADA**

Secretary of State for Food and Agrifood Research

Administrator at the National Institute for Agrarian and Veterinary Research.
Delegate of Portugal to CIHEAM's Governing Board

TUNISIE / TUNISIA

- M. Lassaad **LACHAAL**
- M. Hafedh **GUESMI**
- M. Mohamed Aziz **DARGHOUTH**

Ministre de l'Agriculture et de l'environnement

Directeur des Etudes et du développement agricole

Président de l'IRESA.
Délégué de la Tunisie au Conseil d'Administration du CIHEAM

TURQUIE / TURKEY

- Mr. Mehmet **MEHDI EKER**
- Mr. Ferhat **SELLI**
- Mr. Kenan **YALVAÇ**
- Mr. Masum **BURAK**
- Mr. Gürsel **KÜSEK**
- Ms. Deniz **BERBER**
- Mr. Ayhan **BARAN**
- Mr. Volkan Mutlu **COSKUN**

Minister for Food, Agriculture and Livestock

Undersecretary, Ministry of Agriculture and Rural Affairs. Delegate of Turkey to CIHEAM's Governing Board

General Director of EU and Foreign Affairs

General Director of Agricultural Research

Acting Director General of Agricultural Reform

Head of Department

Coordinator OECD, G-20 Works

Chief of Minister's Cabinet

ALBANIE / ALBANIA

- Mr. Jani **BABI**
- Ms. Arjana **MISHA**
- Mr. Sali **METANI**

Deputy Minister for Agriculture, Development and Water Management

Director of Integration and International Relations. Delegate of Albania to CIHEAM's Governing Board

Expert from the Directorate for European Integration

ORGANISATIONS INTERNATIONALES INTERNATIONAL ORGANISATIONS

ACSAD

Arab Centre for the Study of Arid Zones and Dry Lands

- Mr. Rafik Ali **SALEH** Director General

COMMISSION EUROPEENNE/ EUROPEAN COMMISSION

- M. Jerzy Bogdan **PLEWA** Directeur Général – Direction Générale de l'Agriculture et du développement rural

FAO

Food and Agriculture Organisation

- Mr. José Graziano **da SILVA** Director General

ICARDA

International Center for Agricultural Research in the Dry Areas

- Mr. Mahmoud **SOLH** Director General

OCDE / OECD

Organisation for Economic Co-operation and Development

- Mr. Dimitris **DIAKOSAVVAS** Senior Economist – Trade and Agriculture Directorate

OMS / WHO

World Health Organisation

- Mr. Ala **ALWAN** Regional Director for the Eastern Mediterranean

UNION POUR LA MEDITERRANÉE / UNION FOR THE MEDITERRANEAN

- Rafiq **HUSSEINI** Deputy Secretary General

UMA

Union du Maghreb Arabe

- M. Habib **BEN YAHIA** Secrétaire général

CIHEAM

SECRETARIAT GENERAL / GENERAL SECRETARIAT

- | | |
|-----------------------------|---|
| – Adel EL-BELTAGY | Président du Conseil d'administration.
Président de l'ICARDA |
| – Cosimo LACIRIGNOLA | Secrétaire général |
| – George BAOURAKIS | Directeur de l'IAM de Chania (Grèce) |
| – Pascal BERGERET | Directeur de l'IAM de Montpellier (France) |
| – Ignacio ROMAGOSA | Directeur de l'IAM de Zaragoza (Espagne) |
| – Maurizio RAELI | Directeur adjoint de l'IAM de Bari (Italie) |
| – Vincenzo FERSINO | Administrateur principal |
| – Sébastien ABIS | Administrateur |

Imprimé novembre 2014
Ideaprint - Bari, Italie
tel +39 080 5424587 ~ ideaprint@virgilio.it